ARIEGE LE PAYS DES HOMMES ET DU FER

LIRE NOTRE REPORTAGE EN PAGE 2

"ARIEJO, UN PAIS QUE VOLE VIURE"

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 6 JANVIER
N° 343 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

UNE MÈRE DE FAMILLE ATTAQUE UNE BANQUE

Les misérables du 20e siècle

Voir p. 3

LES DÉCRETS D'APPLICATION DE LA RÉFORME HABY

Ségrégation et répression

Les premiers décrets d'application de la réforme Haby ont été publiés au journal officiel du 4 janvier. Ils fixent l'organisation des études dans les écoles maternelles et élémentaires, les collèges et les lycées, renforcent les pouvoirs des chefs d'établissements (organisation administrative et financière des établissements), consacrent les «enseignements de niveau». Pour l'essentiel, le ministre s'en est tenu aux projets de décrets (cf QdP du 25/09). La rentrée 77 ne verra la réforme s'appliquer que dans les cours préparatoires des écoles et les classes de sixième. L'heure est toujours à la lutte !

Suite p. 6

GISCARD MENACE

«Pas de politique à l'entreprise»

Les politiciens veulent se réserver le droit exclusif de faire de la politique et l'interdire aux travailleurs. C'est en clair le sens des communications qui ont été faites au dernier conseil des ministres par Beullac, ministre du Travail, ancien vice-président de Renault et Giscard d'Estaing. Ce dernier a en effet déclaré : *«Il n'y a qu'en France qu'on assiste à une tentative de politisation des entreprises. Cette tentative est contraire à la nature de l'entreprise, qui doit rester un lieu de travail conservant son caractère de neutralité politique et où les préoccupations des travailleurs s'expriment par la voix des organisations syndicales, et par les institutions représentatives de la vie de l'entreprise».* Et Lecat, porte-parole du gouvernement, a été encore plus clair : la politisation est contraire à la nature de l'entreprise, dans la période actuelle, il n'est pas possible de perdre son temps à faire de la politique à l'entreprise ; autrement dit : trimez sans rien dire ni réfléchir, la politique c'est nous.

Les travailleurs sont soumis en permanence à la propagande politique de la bourgeoisie et notamment à l'entreprise où les journaux patronaux diffusés gratuitement, défendent le point de vue patronal. Ce n'est évidemment pas cette politique-là que veut interdire le gouvernement, au contraire, il la développe ! Ce qu'il veut empêcher, c'est la prise de conscience de leur exploitation, de ses bases et de la lutte anti-capitaliste.

Suite p. 3

APRÈS L'ASSASSINAT DE MAHMOUD SALEH

RASSEMBLEMENT

SAMEDI 10 h 30 - Cimetière du Père-Lachaise

Pour le 4e anniversaire de l'assassinat de Mahmoud Al Hamchari et de protestation contre l'assassinat de Mahmoud Saleh

L'OLP DÉNONCE LES CRIMES SIONISTES EN FRANCE ET LEUR IMPUNITÉ

Très ému, le camarade chargé d'ouvrir la conférence de presse du responsable du bureau de l'OLP dit : *«Il y a 4 ans, j'ai dû ouvrir la conférence de presse qui a suivi l'assassinat de Mahmoud Al Hamchari, il y a deux autres assassinats qui n'ont officiellement pas de coupable...*

«Nous sommes tous menacés» si la thèse avancée avec insistance selon laquelle il s'agit d'un règlement de compte entre Palestiniens l'emporte. Cette thèse devait souligner Ezzedine Kalak, crée : *«une situation favorable pour laisser les sionistes liquider les Palestiniens et les accuser ensuite de s'entretuer».*

Voir p. 7

JJSS CONTRE MESSMER EN LORRAINE

TEST MATCH A L'INTÉRIEUR DE LA MAJORITÉ

Les assemblées régionales vont devoir élire pour la quatrième fois leur président. Une des plus ouvertes de ces élections sera certainement celle de Metz qui verra s'opposer deux candidats de la «majorité présidentielle» : Servan Schreiber et Messmer.

L'an dernier, JJSS avait réussi à se faire élire contre le candidat soutenu par l'UDR, Vilmain, un «modéré», grâce au soutien des centristes et des RI. Un accord avait été conclu : la présidence du conseil régional à JJSS, la mairie de Nancy au RI Coulais, afin de faire échec à l'UDR. Cet accord tient toujours et en principe JJSS devrait être réélu.

Mais cette année, l'UDR devenue le RPR va tout faire pour empêcher l'élection de JJSS. Au lendemain de l'élection de Servan Schreiber, l'an dernier, Messmer annonçait *«la saison des cadeaux est terminée».* Exploitant les derniers résultats électoraux du RPR contrastent avec les reculs des giscardiens, Messmer tente de rallier à sa candidature les centristes et les RI en les menaçant de maintenir contre eux des listes RPR aux prochaines élections.

Suite p. 3

Monin Ordures Services (Lyon)

TOUS LES CHARGEURS SONT LICENCIÉS !

UNE VIOLENTE ATTAQUE CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

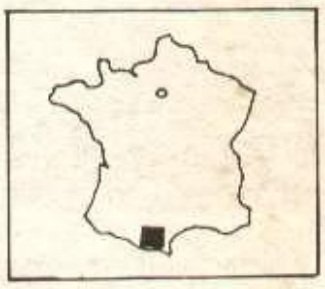
Voir p. 4

CAISSES D'ÉPARGNE PARISIENNES

Un reprise qui pose beaucoup de questions

Voir p. 5

RÉGIONS



ARIEGE : le pays des hommes et du fer -4-

par Pierre Pujol et Marie Denjean

"ariejo, lo pais que vole viure"

(*«ARIÈGE, LE PAYS QUI VEUT VIVRE»*)

L'Ariège, déjà mal en point, subit de plein fouet la crise du capitalisme. Des moyennes entreprises souvent vétustes subissent avec difficulté la concurrence, les trusts réduisent les effectifs et cessent tout investissement. Le nombre de chômeurs dans le département ne cesse de croître :

Août 74..... 1 346 chômeurs
août 75.....2 152 chômeurs
août 76.....2 639 chômeurs
Fin 76.....3 240 chômeurs déclarés, auxquels il faut ajouter la longue cohorte des jeunes qui, un par un, quittent le pays faute de travail. Parmi les chômeurs, 45% sont des jeunes de moins de 25 ans et 60% sont des femmes. Un millier de chômeurs se retrouvent sans aucune ressource.

Le pays d'Olmes, le pays du textile, est le principal centre ouvrier de l'Ariège. En deux ans, plusieurs centaines d'emplois ont été supprimés. Le Couserans voit diminuer de jour en jour sa population active. Les petites entreprises ferment les unes après les autres. Il y a eu vingt-quatre faillites en 73, trente-six en 74, trente-sept en 75. En un an, les dettes patronales auprès de la Sécurité Sociale ont augmenté de 24%. Pour l'agriculture, la situation est plus que dramatique. En quelques années, plus de dix mille exploitations ont disparu ! *«L'Ariège ne doit pas vivre»*. Ainsi en a décidé le capitalisme. Et il s'emploie à saigner à blanc la terre d'Ariège de ses hommes, de ses usines et de ses fermes. Mais aujourd'hui, l'Ariège a le dos au mur. La bourgeoisie lui laisse l'ultime choix de lutter ou de mourir. *«Dicharem pos creba le païs !»* («nous ne laisserons pas mourir le pays»). Cette idée fait son chemin en Ariège, les ouvriers de Péchiney, de Creusot-Loire, les paysans de Rieucros ont commencé à la traduire en actions. C'est un pas considérable que ce début de liaison consciente entre la lutte revendicative et la volonté de faire vivre la région. Une démarche par laquelle l'Ariège réfractaire, l'Ariège résistante se retrouve, puise son inspiration dans sa tradition révolutionnaire et dans les nécessités de la lutte actuelle.

L'Ariège malade de Giscard-Barre

- *Entreprise Dian (textile) : elle est passée de 99 salariés en 72 à 55 en 76. Le patron demande 15 nouveaux licenciements en raison de «difficultés financières», en même temps qu'il agrandit l'usine !*
- *Degros et Bonnet : la fermeture du secteur usinage est envisagée, un tiers des effectifs menacés (45 ouvriers).*
- *Royer à Montferrier : mise à pied d'un ouvrier qui montait la section CGT.*
- *Téléphone : l'automatisation des secteurs de Foix Saint-Girons et Tarascon a laissé sans emploi une centaine de standardistes.*
- *Hôpital de Lavelanet : 6 licenciements sont prévus au 1er janvier 1977.*
- *ANPE Saint-Girons : tous les 15 jours, 160 Gironnais pointent au chômage, 300 travailleurs du Couserans recherchent un emploi.*
- *EDF : des modifications dans le réseau hydroélectrique sont en projet : sur Auzat, 45 agents risquent d'être déplacés et 15 emplois supprimés ; sur Tarascon, 38 déplacements et 10 suppressions d'emplois.*
- *Des menaces de licenciements sont en l'air aux Papeteries Jop à Saint-Girons, à Bergès, l'embauche est fermée à Creusot-Loire, à Péchiney aluminium. En un an et demi le textile a perdu 1 000 emplois !*

Pamiers : Creusot-Loire

En lutte contre le chômage partiel

Creusot-Loire est la plus vieille usine de Pamiers. Elle emploie 1 490 personnes et en fait vivre plus de 5 000. Depuis 1975 les métallos de Creusot-Loire se battent contre le chômage partiel et les nouvelles classifications imposées par le patron.

Nous avons rencontré des ouvriers de Creusot-Loire, militants syndicalistes.

«En 5 ans, l'effectif a baissé de 240 personnes. Le patron a joué à fond la carte de la pré-retraite à 57 ans. En fait, ça équivaut à un licenciement. L'ouvrier se retrouve à la porte avec 40 % de son salaire brut et, à peu près 20 F d'aide publique la première année. Après ça baisse ! Les jeunes de retour du service militaire n'ont pas été repris (plus de 20 en 6 mois), des contrats n'ont pas été renouvelés, des départs en retraite non remplacés».

Si Creusot-Loire est frappé par la crise, il reste pourtant très compétitif. Il a une place solide sur le marché de la construction nucléaire. Le trust s'implante au Brésil, au Moyen-Orient et prend des participations majoritaires à l'étranger. Pourtant depuis décembre 75, la direction a fait passer les horaires (en alternance) à 40 heures puis à 32 heures. Fin 75, 150 ouvriers ont été mis en chômage technique ; ceux du secteur «produits forgés», le plus atteint par la baisse des exportations. Ensuite, cela a été le tour du secteur «produits matricés» frappé par la crise de l'aéronautique.

«Le patron s'y retrouve ; avec le rendement, la production faite en 32 heures est à peu près la même qu'avant, le travail est plus dur, les salaires inférieurs, les profits pareils pour le patron !»

Creusot-Loire : collecte de soutien à PUK

Les ouvriers de Creusot-Loire n'acceptent pas de faire les frais de cette politique. Ils ont pris des initiatives. Plusieurs débrayages ont été organisés, ainsi qu'une manifestation en mars à l'appel de la CGT et de la CFDT. Un tract d'information a été distribué de la main à la main dans Pamiers par les ouvriers. *«Nous étions plusieurs centaines à le diffuser et à discuter. Nous nous étions partagés la ville en plusieurs quartiers».*

Malgré les difficultés de la lutte, les ouvriers de Creusot-Loire ont d'autres cartouches dans leur sac. Ils s'appuyent sur leur longue tradition de lutte et, comme partout en Ariège, sur leur unité face aux sales coups du patron. Depuis deux ans, ils faisaient la grève du samedi après-midi à près de 100 % et le 7 octobre, c'est près de 80 % des métallos qui faisaient grève !

«IL FAUT PRENDRE D'AUTRES MOYENS»

«Le 7 octobre a prouvé que malgré le barrage patronal, la volonté de lutte dans la boîte est toujours forte. Pour l'emporter, il faut aller plus loin, c'est sûr. Tenter de réaliser un mouvement sur le trust, mais ce n'est pas facile, car le capitaliste n'attaque pas toutes les usines en même temps. Il faut populariser encore notre lutte».

Dans cette voie, Creusot-Loire peut rencontrer un écho certain à Pamiers car pratiquement la vie de toute la ville et des paysans alentour, dépend de l'usine. Aussi, aujourd'hui, toute la ville s'interroge sur l'avenir de l'usine, qui est en même temps son propre avenir. La direction CGT propose d'organiser une journée «Ariège morte» avec les partis de gauche, les notables des organisations agricoles et les commerçants. Cette initiative est l'objet de discussions à l'usine, les militants CFDT émettent des remarques : *«Si le principe d'une action de masse est juste, ne risque-t-on pas de «banaliser» la lutte des ouvriers en la noyant au milieu d'une foule de corporations et d'intérêts ? Cette journée sera-t-elle plus qu'un coup d'éclat sans lendemain ?»*

Autant de points décisifs pour l'avenir de la lutte de Creusot-Loire, car face à «l'Ariège morte», il y a l'Ariège vivante, l'Ariège de la lutte à construire. Des premières initiatives sont allées dans ce sens, comme l'information et les collectes faites pour soutenir la lutte des ouvriers de Péchiney au printemps dernier, telle la délégation de Creusot-Loire à l'AG des grévistes de PUK Sabart, très bien accueillie. *«C'est dans ce sens qu'il faut aller. Il y a de graves problèmes dans le textile à Lavelanet dans le Pays d'Olmes, à Péchiney Aluminium. Maintenant, il va falloir s'unir».*

Auzat, Sabart, Mercus :

Les 38 jours des «Péchiney»

Au printemps dernier, les trois usines Péchiney de la vallée du Vicdessos sont entrées en grève, pour obtenir la cinquième équipe avec embauche de personnel et sans diminution de la rémunération) et 100 F pour tous au titre du rattrapage du pouvoir d'achat. Cette longue grève de 38 jours va déclencher la fureur de la direction de Péchiney qui multiplie les provocations contre les grévistes. Elle veut faire travailler le service de sécurité des grévistes avec les non-grévistes : échec. Elle laisse s'éteindre une série de cuves d'électrolyses pour forcer les ouvriers au chômage technique pour de longs mois : nouvel échec, les grévistes font repartir les cuves in extremis. Elle convoque les non-grévistes devant l'usine. Aucun ne répond à cette convocation, à la suite d'une réunion d'explication organisée par la CGT. Elle porte plainte pour entrave du travail contre un délégué, pour obtenir l'expulsion des grévistes de l'usine de Sabart : par un vote massif, les ouvriers décident de poursuivre l'occupation. Le 1er mai, 1 500 Ariégeois défilent à Tarascon pour soutenir «les Péchiney». Au bout de 38 jours, les ouvriers obtiennent l'octroi d'une 5e équipe au rabais (sans embauche de personnel) et 20 F pour tous.

IL FAUT CONSTRUIRE LA VOIE DE LA LUTTE

Les usines Péchiney d'Ariège sont parmi les plus combatives de l'aluminium. Depuis de longues années, les ouvriers d'Auzat et de Sabart ont obtenu par la lutte, la réduction de leurs horaires et des avantages salariaux. L'échec relatif du mouvement d'avril-mai dernier a ouvert le débat chez les travailleurs : comment l'emporter face à l'intransigeance du patron ? Les forces jetées dans la bataille étaient-elle suffisantes pour l'emporter ? N'est-il pas nécessaire de renouveler nos formes de lutte sans attendre 78 ? Si la solidarité des autres usines de la branche s'est exprimée, ce ne fut que de façon limitée (débrayages de solidarité) ou trop tardivement (2 jours après la reprise)... Des questions aussi essentielles que la lutte contre l'intoxication par le fluor restent encore en attente. La détermination des ouvriers de PUK Ariège est intacte comme l'a montrée leur mobilisation pour le 7 octobre. Cela Péchiney le ressent et il a un peu lâché sur les primes en fin d'année. Les leçons de la grève d'avril-mai, le démarrage de l'action fluor doivent permettre aux ouvriers de Péchiney de trancher pour l'avenir, construire l'unité de lutte sur le trust. Leur longue tradition de lutte et l'approfondissement du débat en cours seront de ce point de vue, d'excellentes armes.

JJSS contre Messmer en Lorraine

TEST MATCH AU SEIN DE LA MAJORITE

Suite de la p.1

JJSS pour sa part, bénéficie du soutien discret de l'État major giscardien. L'élection de Metz se présente donc comme un affrontement direct entre fractions de la coalition au pouvoir : RI et centristes contre RPR, son issue permettra d'évaluer le rapport de forces à l'intérieur de la coalition au pouvoir. Il s'agit de savoir si le RPR parviendra ou non à rallier les personnalités conservatrices du centre, qui jusqu'ici soutenaient Giscard

L'affrontement JJSS/Messmer prend d'autant plus de relief que les deux protagonistes sont des personnalités importantes de la coalition au pouvoir : Messmer a été trois fois premier ministre de Pompidou, JJSS a été président du parti radical et s'est toujours opposé à l'UDR.

Sur bon nombre de questions, ses positions sont opposées aux thèses des gaullistes. Pour cette raison l'élection de demain cristallise également les oppositions entre les deux principales tendances de la coalition au pouvoir.

L'OPPOSITION SUR LE POUVOIR RÉGIONAL

Tenant du «pouvoir régional», JJSS le définit comme la délégation à une assemblée régionale élue au suffrage universel d'un pouvoir de décision sur plusieurs questions concernant la région : aménagement, développement économique, cadre de vie, emploi... et le transfert de ressources de l'Etat à la région. Cette conception est opposée à celle qu'en a le RPR, (encore faudrait-il tenir compte des divergences qui traversent cette organisation sur la question). Le RPR s'en tient strictement à la loi du 5 juillet 72 qui a créé les conseils régionaux : aucun pouvoir de décision, faibles ressources financières, exécutif aux mains du préfet et élection au suffrage indirect. Chez les gaullistes, la défense du centralisme était liée à la question de l'indépendance nationale, face aux pressions de l'impérialisme US, à la concurrence de l'impérialisme allemand, l'autonomie des régions risquait d'affaiblir le pouvoir central et de favoriser la pénétration accrue des intérêts économiques de ces pays et leurs pressions politiques. Pour JJSS et les «réformateurs», atlantistes et favorables à l'intégration européenne, la pénétration accrue des capitaux US et des pays européens n'était pas un risque, au contraire, puisqu'elle aurait accélérer la modernisation de l'appareil de production.

Enfin, dans un appareil d'État où tous les postes de clefs étaient détenus par l'UDR, l'offensive sur la région était une façon de contourner la difficulté en cherchant au niveau régional des bribes de pouvoir.

UN AFFRONTEMENT-TEST ENTRE LES DEUX BLOCS DE LA «MAJORITÉ»

Toutefois, sur cette question, les positions ont évolué à la fois chez les gaullistes et chez les réformateurs au point que les divergences ne sont plus aussi tranchées il est vrai que la question ne se pose plus dans les mêmes termes qu'il y a six ans lorsque JJSS publia «Le pouvoir régional». La position figée de Messmer sur les attributions régionales, ne correspondent pas à celles de la direction du RPR. Chirac, qui entretient le flou sur ce point, a notamment déclaré qu'il était favorable à l'extension des pouvoirs des conseils régionaux.

Aux élections présidentielles de 74, JJSS après avoir laissé planer le doute sur ses intentions de vote s'est en fin de compte rallié à Giscard, assurant sa victoire au second tour. Il ne devait conserver que 13 jours le ministère des réformes qui lui fut attribué, l'opposition des gaullistes à sa présence au gouvernement lui fut fatale.

Au sein de la «majorité présidentielle», il constitue une des pièces du rééquilibrage au détriment du RPR. Il a récemment et à plusieurs reprises réaffirmé son soutien au réformisme giscardien dans les moments difficiles, face à l'opposition de l'UDR-RPR, notamment au moment du débat parlementaire sur la taxation des plus-values, et actuellement sur la question de la supranationalité européenne.

En fin de compte, l'affrontement JJSS/Messmer sera surtout la confrontation des deux blocs de la majorité présidentielle et un test pour les prochains affrontements.

Serge LIVET

GISCARD MENACE :

«PAS DE POLITIQUE DANS L'ENTREPRISE»

Suite de la page 1

Or, c'est à l'entreprise, lieu où les travailleurs subissent le plus directement l'exploitation capitaliste, où ils passent l'essentiel de leur vie active, où ils sont rassemblés que les idées révolutionnaires se forment et se développent en priorité, c'est cela que veut empêcher le pouvoir. En interdisant la politique à l'entreprise, il espère empêcher les travailleurs de prendre conscience et de s'organiser contre le système capitaliste.

Que le président de la République lui-même fasse une telle déclaration montre bien la panique qui saisit aujourd'hui la bourgeoisie devant l'ampleur de la crise et son incapacité à tromper les travailleurs et à les rallier à son projet politique. La bourgeoisie est impuissante à endiguer le progrès des idées révolutionnaires, à empêcher la débâcle de ses idées.

Ce *«pas de politique à l'entreprise»* s'ajoute à la circulaire Chirac interdisant la politique dans les administrations, aux menaces contre le Syndicat de la Magistrature, aux sanctions contre les lycéens, aux interdictions signifiées aux professeurs et aux étudiants de faire de la politique à l'université. La politique est également interdite dans les foyers, dans les organisations culturelles, quel temps reste-t-il aux travailleurs pour faire de la politique, à part les élections ? Le pouvoir voudrait réduire les travailleurs à des robots qui subissent leur exploitation et vont régulièrement déposer le bon bulletin dans l'urne.

Cette déclaration du gouvernement constitue une grave menace contre les libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière. Elle s'accompagne de faits de répression particulièrement graves : licenciements de syndicalistes et de délégués syndicaux, interventions policières contre les luttes, au renforcement de l'appareil policier et judiciaire... C'est les possibilités mêmes de la classe ouvrière à riposter à la crise qui sont mises en cause.

Face à cette nouvelle attaque, la vigilance est nécessaire et doit nous amener à la riposte d'ampleur chaque fois que les patrons tenteront d'interdire aux travailleurs de combattre dans l'entreprise la politique de la bourgeoisie.

En bref...

• D'Ornano candidat giscardien à la mairie de Paris se présentera comme conseiller municipal dans le 17e arrondissement, Françoise Giroud sera candidate sur la même liste dans le 15e arrondissement.

• Nora, l'homme du rapport sur la réhabilitation des logements anciens, s'est vu confier par Giscard un nouveau rapport concernant «l'information de la société». Ce rapport concerne l'utilisation de l'informatique et les modifications sociales et économiques qui en découlent.

MUNICIPALES

LOIRE ATLANTIQUE

La fédération de Loire-Atlantique du PCF se plaint de la tendance générale du PS à le minimiser dans la constitution des listes communes et de la remise en cause des accords conclus. A Nantes, la liste d'union proposée par le PS comprendrait 25 sièges pour le PS, 15 pour le PCF et 7 pour les radicaux de gauche, or le PCF en réclame 17. Dans d'autres villes de plus de 30 000 habitants du département, des problèmes semblables se posent, à Rézé, St Herblain et St Nazaire.

TOULON

A Toulon, le PS et le PCF tentent d'utiliser la candidature de l'amiral Sanquinetti. Le PS lui, a proposé la tête de la liste et donc la mairie. Le PCF, lui, offre seulement de figurer sur la liste d'union de la gauche, au même titre que les autres candidats, pour lui barrer la route de la mairie. Le PCF a fait la même proposition à l'ancien international de rugby, Herrero.

LES MISÉRABLES DU XXe SIÈCLE

Pour vivre ou plutôt pour survivre Jean Valjean, avait volé un pain... et récolté des années de galère. Un siècle après, la misère a conduit une jeune femme à un geste semblable. Au chômage, absolument sans ressources pour élever ses sept enfants, elle s'est résolue à attaquer, en compagnie de sa fille de onze ans, le Crédit Lyonnais d'Andrézieux-Bouthéon (Loire). Holp-up modeste aussi bien par son résultat (6 800 F) que par les «armes du délit» : un pistolet d'alarme et un pistolet d'enfant... et que par son issue : l'arrestation rapide des deux «délinquantes».

Nul doute que Poniatowski verra là une confirmation de son équation bien connue : couches populaires = délinquants. Nous y voyons, quant à nous, une nouvelle preuve de la malfaisance de cette société capitaliste qui accule parfois à des solutions sans issue les travailleurs qu'elle plonge dans la misère.

NOUVELLE ATTEINTE A LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

PONIATOWSKI INTERDIT L'OCA

Le ministère de l'intérieur vient de mettre à profit la période de fin d'année pour interdire le 29 décembre l'OCA (Organisation des Communistes Africains). Un communiqué signé de plusieurs organisations indique que pour frapper l'OCA, Poniatowski a invoqué : **«un article de loi édicté en temps de guerre, le 1er septembre 1939, sur le droit des étrangers, en contradiction avec tous les principes de liberté d'association. Après l'interdiction du FRAP et de l'UDP portugaise, les arrestations d'étudiants iraniens, la déportation des Basques et des Catalans à l'Ile d'Yeu, la persécution contre les démocrates camerounais, les expulsions des délégués Sonacotra, c'est à l'OCA que le pouvoir s'attaque.**

Le PCRml proteste rigoureusement contre cette nouvelle atteinte aux libertés démocratiques, dénoncée dans ce communiqué qui conclut : **«Nous affirmons notre solidarité avec l'OCA, exigeons la levée de l'arrêté d'interdiction, l'abrogation de la loi discriminatoire du 1er septembre 1939. Nous exigeons l'entière liberté d'association et d'expression politique pour les immigrés. Nous appelons tous les révolutionnaires, tous lés progressistes démocrates à se mobiliser dans ce sens.**

LUTTES OUVRIÈRES

Monin Ordures (Lyon) :

LES CHARGEURS LICENCIÉS POUR «FAUTE GRAVE»

UNE VIOLENTE ATTAQUE CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

En avril 76, Monin a voulu réduire de 13 à 10 les camions hermétiques pour le même travail, et sur les «extérieurs», il voulait mettre deux chargeurs par camions au lieu de trois. Il a fallu 27 jours de grève, en avril-mai 76 pour faire reculer la direction : un seul camion sur les 13 a été supprimé, et il n'y a pas eu de diminution de chargeurs par camion, de plus, les tournées devaient être rééquilibrées.

Cette grève de tous les chargeurs, la plupart algériens, cette solidarité qui s'est développée entre les ouvriers, cette lutte victorieuse, c'est ce que la direction ne peut supporter. Et pour s'y opposer, elle n'a rien trouver de mieux que de licencier tous les chargeurs. Il semble qu'elle veuille se transformer en entreprise intérimaire.

Le 23 décembre, à une réunion avec les délégués du personnel, elle annonce sa volonté : de ne pas augmenter la prime de fin d'année, en s'appuyant sur les directives du plan Barre. Ils demandent une prime de 1600 F, comme à la Courly. La direction veut également déménager l'entreprise et ne laisser que deux points de départ pour les camions : un à Vaulx-en-Velin, un à St Genis-les-Ollières. Or, il est impossible pour les travailleurs d'être à 6 h 00 du matin à St Genis-les-Ollières, en partant de Vénissieux, Mézieux ou Miribel, avec des bus qui ne mènent que jusqu'à Craponne. De plus, prétextant un compte d'exploitation déficitaire (1,5 millions de francs de déficit en 1976) ce qui est peu de chose par rapport à son chiffre d'affaire). Elle ressort ses prétentions de réorganisation : supprimer pour les «extérieurs» deux camions et un chargeur sur trois. La réaction des travailleurs est immédiate : la veille de Noël, le vendredi 24, tous les chargeurs font grève, principalement sur le deuxième point.

TOUS LES CHARGEURS SONT LICENCIÉS !

Le lundi 27, les chargeurs décident de reprendre le travail dans le cadre de l'horaire normal, 6 h - 14 h ; de même que le mardi 28. L'après-midi du 28, la direction convoque les délégués du personnel, soi-disant pour discuter de la prime de fin d'année ; En fait, elle annonce les licenciements de la totalité des chargeurs, sans donner de motifs et sans consultation du Comité d'Entreprise, ni de l'Inspection du Transport.

Le mercredi 29 décembre, les chargeurs apprennent de l'inspecteur des transports qu'il a reçu une lettre de la direction, lui annonçant qu'elle licencie 130 personnes pour faute grave : refus de travailler. Le 29 au matin, lorsque les chargeurs se présentent au travail, on leur répond : *«Vous pouvez aller vous recoucher», «on n'a plus besoin de vous»*. Et, depuis, le travail se fait, soit avec des travailleurs intérimaires soit avec des «pistes».

Le 30 et le 31, tous les chargeurs reçoivent une lettre de convocation préalable, leur annonçant qu'ils sont mis à pied et qu'une procédure de licenciement est engagée pour la faute grave qu'ils ont commise le 26 et 27 décembre *«en ralentissant le travail de ramassage des ordures ménagères, et en refusant de travailler au-delà de 12 heures»*. Et chaque chargeur est convoqué par la direction. Or, il est évident que «cette faute grave» ne tient pas : *«premièrement il ne s'agissait pas d'une grève de zèle : les tonnages réalisés ces deux jours sont là pour le prouver. Deuxièment, il était impossible de ramasser en deux jours des ordures ménagères accumulées pendant quatre jours et dans une période comme Noël»*. (Le jeudi était ramassage des verres, le vendredi jour de grève, le samedi jour férié et le dimanche jour où on travaillait). Et pour l'horaire de travail : la CFDT, après les mises à pied, a récupéré le maximum de carnets de pointage des chargeurs ; (les chargeurs sont pointés tous les jours sur un carnet, signé par un chauffeur qui fait office de chef d'équipe). Tous les carnets qui ont pu être recueillis marquent 6 h - 14 h et même quelques-uns 6 h 15 h. Seulement un camion ou deux ont été arrêtés par le chauffeur à 14 h pour révision, ce qui est indépendant de la volonté des chargeurs. De plus les lettres sont les mêmes pour tous les chargeurs, même pour ceux qui étaient absents les lundi et mardi, par exemple des délégués qui ont pris des heures ces jours-là ou des gars en vacances.

«LES PATRONS NE RECULENT DÉCIDÉMENT DEVANT RIEN...»

Ces attaques contre les travailleurs sont inadmissibles. Elles s'inscrivent dans la politique du plan Barre. Toute une mise en œuvre pour le faire passer. De plus le patronat utilise un certain nombre de chômeurs pour tenter de diviser la classe ouvrière, en faisant appel à des travailleurs intérimaires. De plus, cette procédure collective de licenciements individuels fait que le seul recours juridique est le Prud'homme, c'est-à-dire un délai de 4 à 6 mois. Les licenciements chez Léon-Grosse, par exemple, ne seront jugés que le 15 avril. L'Inspection des Transports pense que l'attitude du patron est tellement grossière, que les travailleurs sont sûrs de gagner, mais gagner juridiquement dans plusieurs mois, cela ne signifie pas automatiquement les réintégrations, cela peut se limiter à des dommmages et intérêts. Pour la CFDT *«c'est un pas de plus aujourd'hui dans la répression. Les patrons ne reculent plus devant rien. Si cette nouvelle politique patronale réussissait, alors tous les travailleurs sauraient qu'en France, en ce début 77, les droits du travail et des travailleurs sont morts»*.

ENGAGER LA LUTTE SANS ATTENDRE !

C'est pourquoi il faut, sans attendre le jugement, engager la lutte. Pour la CFDT, le combat doit se mener pour la réintégration, et aussi par rapport à la Courly pour la municipalisation de ce service. Conscients qu'aujourd'hui il est difficile de se battre, et de gagner en restant isolés, les travailleurs avec la CFDT Construction Bois entament un large travail d'informations et de popularisation, de contacts avec les syndicats CFDT-CGT et de la Courly et sont préparés à des actions futures. *«Il est indispensable que tous les travailleurs du Rhône, nous apportent leur soutien»*.

Bureau de Presse de Lyon

Au «Bronze industriel» à Bobigny

DES MILICES PATRONALES CONTRE LES OUVRIERS EN GRÈVE DEPUIS LE 24 DÉCEMBRE !

Le «Bronze industriel» à Bobigny emploie 630 travailleurs dans trois usines de Seine Saint Denis, fonderie de métaux non ferreux. Les travailleurs de l'usine principale, rue de Paris à Bobigny sont en grève depuis le 24 décembre et tous les matins à partir de 6 h 30, un piquet de garde d'une centaine d'ouvriers se tient à la porte de l'usine tandis que depuis le 3 janvier, une milice privée composée pour l'essentiel de nazillons du PFN occupe les locaux de l'entreprise sous prétexte de «garantir la liberté du travail» ! C'est là un précédent grave en Seine St Denis.

Depuis plusieurs années déjà, à la fin du mois de décembre, la direction octroyait au personnel une prime équivalent à un mois de salaire. Mais, à la fin de l'année écoulée, la veille de Noël, les travailleurs découvraient que leur prime était amputée de 20 à 30 %, la direction justifiant cette amputation sous prétexte d'une recrudescence de l'absentéisme, poussant l'ignominie jusqu'à prétendre que les accidents du travail (nombreux dans cette usine) étaient également considérés comme absences. Les travailleurs décidaient aussitôt la grève pour :

- Une augmentation uniforme de 200 F du salaire de base pour tous
- Une véritable gratification minimum de fin d'année pour l'ensemble du personnel sur la base de 173 h 33
- La suppression de la contrainte du «tonnage» en fin de journée qui réduit les conditions de sécurité
- La suppression de toutes les primes de présence en les intégrant dans le salaire.

Face aux grossières provocations patronales et à ses refus d'engager toute négociation, les travailleurs, ont décidé de durcir leur mouvement et de développer la solidarité !

LES CONDITIONS DE TRAVAIL S'AGGRAVENT CONSTAMMENT...

L'entreprise Monin, emploie environ huit à neuf cents personnes et se répartit en trois secteurs :

- M.O.S. (Monin Ordures Services)
- Monin Travaux Publics
- Monin Carrières

M.O.S. qui emploie plus de 300 personnes a aussi trois secteurs :

- le ramassage des déchets industriels (Berliet, Paris-Rhône, l'aéroport de Saint Olins...)
- la location de bennes à des entreprises privées et publiques
- le ramassage des ordures ménagères.

C'est ce troisième secteur qui est de loin le plus important de M.O.S., qui emploie le plus de personnes, principalement sur l'agglomération lyonnaise, mais aussi à Valence, Vichy, Saint-Etienne. Le ramassage des ordures ménagères sur l'agglomération lyonnaise, se fait par suite d'un contrat passé avec la Courly (communauté urbaine de Lyon). En fait, sur l'agglomération lyonnaise, la Courly ne se charge que de 40 % des ramassages, le reste, 60 %, est concédé à des entreprises privées dont Monin Ordures Services est la plus importante. Les ouvriers de M.O.S. ramassent les ordures des 3e, 8e, 9e arrondissements de Lyon et de la plupart des communes de l'ouest lyonnais (St Genis-les-Ollières, Tassin-la-Demi-Lune, Craponne, Simpe-Foy... etc,). Ils sont environ 170 : 130 chargeurs fixes, une quarantaine de chauffeurs. Il existe aussi un système de remplaçants, les «pistes» qui viennent voir le matin s'il y a du travail (dans ce cas, ils touchent 60 F pour la journée).

Le ramassage se fait avec 12 camions hermétiques (c'est-à-dire mécaniques) de Lyon et avec un peu plus d'une vingtaine de camions non automatiques sur les «extérieurs».

Les conditions de travail s'aggravent constamment : les chargeurs, pour des semaines de 48 heures (huit heures et six jours par semaine) sont payés sur la base de 208 heures par mois au tarif normal, ce qui fait environ 2 000 F. Et ces 48 heures par semaine, ce sont 48 heures de rendement, à courir toute la journée pour essayer de boucler les tournées dans les temps. En plus, depuis le mois de mai, s'est ajoutée une journée par semaine de ramassage du verre et du PVC (le plastique) : non seulement Monin est payé pour faire ce travail, en plus ces produits sont revendus ensuite pour la récupération.

Pour les ouvriers : une journée par semaine, la charge de travail est doublée, puisque le jour du ramassage du verre, les ordures restent pour le lendemain, et une journée de travail sans sécurité, car ce sont les mêmes camions qui sont utilisés pour le ramassage des verres et les projections de verre sont dangereuses.

Une comparaison est assez éloquente : les ouvriers ont une journée de travail deux fois plus chargée que ceux de la Courly ; à quatre par camion (un chauffeur et trois chargeurs) ils ramassent deux à trois tonnes, plus par tournée que ceux de la Courly. En moyenne, un chargeur de chez M.O.S. vide dans son camion deux à trois tonnes d'ordures sur un parcours moyen de trente kilomètres. Et ils gagnent deux à trois cents francs de moins par mois que les travailleurs de la Courly.

LUTTES OUVRIÈRES

CAISSES D'EPARGNE PARISIENNES

REPRISE APRÈS 3 MOIS DE LUTTE

Une reprise qui pose beaucoup de questions

Ainsi, c'est la reprise aux Caisses d'Epargne parisiennes. Les conditions dans lesquelles elle a été décidée appellent une première remarque. Avant hier, la majorité des grévistes présents rue du Louvre avaient voté la poursuite du mouvement par 528 voix ; de plus, une majorité atteinte pour la première fois depuis le 6 octobre, s'était prononcée pour l'occupation, celle-ci étant vue à juste titre comme un moyen de mettre un atout supplémentaire dans la bataille engagée contre le Conseil d'Administration. Alors ?

A dire vrai, l'intersyndicale a décidé la reprise... car le *«quorum»* n'a pas été atteint lors du vote. en clair, le nombre de *«oui»* pour la poursuite était inférieur au chiffre fixé au départ : 650, condition pour la reconduction quotidienne.

Mais la raison essentielle de cette reprise est ailleurs : comment se fait-il que depuis une quinzaine, une partie des grévistes progressivement ait repris le travail ? D'où vient cet effritement ? Et qui en est responsable ?

SUR LES REVENDICATIONS ? NOUS N'AVONS RIEN EU !

L'assemblée générale d'hier a abordé d'abord le résultat immédiat de la grève, sujet à propos duquel Adatte, dira : *«Il ne s'agit pas de dire que nous avons gagné à 100 % mais il serait faux de passer sous silence les points positifs comme le font certains journaux»*. Ces journaux ce sont le *«Parisien Libéré»*, le torchon de feu Amaury dont les injures contre les *«écureuils»* continuaient de plus belle hier. Mais s'ils se réjouissent, comme le soulignera un gréviste *«ce n'est pas un hasard : nos ennemis ont au moins raison sur un point : du point de vue revendicatif, nous n'avons rien : les points positifs ? Ne restons pas dans le vague ! N'ayons pas peur de voir les points un par un ! La prime de fin d'année ? Rien ! Les libertés syndicales ? Rien ! Le paiement des jours de grève ? La seule garantie, c'est qu'il n'y en aura pas ! Qui le contestera ?»*.

Certes, le résultat de cette grève ne saurait se résumer au seul aspect revendicatif, mais de par ses exigences (maintien des avantages acquis) elle aura été directement une lutte contre la politique d'austérité de Giscard-Barre. *«Faisons nos comptes»* disaient certains grévistes hier. Ils pensaient à certains éléments qui ont conduit la lutte, certains. Car opposer la direction de la lutte dans son ensemble aux grévistes revient à nier qu'un certain nombre de membres aussi bien du SUACCE que de la CFDT ont mené un combat courageux, (avec des limites qu'il faudra examiner). Et en premier lieu, c'est avant toute chose, *«la ligne de conduite»* qu'ont fait passer certains éléments qui est en cause, une ligne de capitulation directement et principalement inspirée par le PCF et qui a conduit la lutte à l'échec.

LES RESPONSABILITÉS DU PCF

Et hier, des premières *«constatations»* ont été faites : ainsi, il sera souligné les aspects anti-démocratiques qui ont été nombreux dans la lutte : *«l'assemblée générale n'a jamais été souveraine et n'a jamais eu comme rôle que de se prononcer sur les propositions de l'inter... qui proposait ce qu'elle voulait»*. Seront soulignés aussi les freins apportés lors des journées d'action, certains membres du PCF n'y appelant pas ou les limitant, les freins apportés à la popularisation : en quoi les membres du PCF majoritaires dans le SUACCE ont-ils préparé activement le gala ? Sans cesse, ses membres ont tout fait pour limiter les contacts avec la classe ouvrière.

Mais cela n'explique évidemment pas tout : car si le PCF a pu par exemple saboter les journées d'action, c'est bien parce qu'un terrain favorable existait pour faire passer ses propos *«modérateurs»*. Il est vrai que si celles-ci n'ont pas eu de suite, c'est parce que les employés des Caisses de par le pays n'avaient pas tous conscience de la nécessité de défendre leur statut, de son enjeu. Les membres du PCF passaient ces journées à répandre l'idée *«que la lutte n'avait rien à voir avec le plan Barre»*. Même attitude en ce qui concerne l'occupation où les membres du PCF ont renforcé les idées du genre *«il va y avoir la répression»*, idées d'autant plus présentes que cette forme d'action n'avait jamais été envisagée aux Caisses et que les *«Ecureuils»* faisaient l'apprentissage d'une lutte dure et longue.

Parallèlement au soutien des idées défaitistes, les membres du PCF qui sont la majorité au sein de la direction du SUACCE, n'ont pas hésité à lancer des actions en apparences dures mais inefficaces aussi bien du point de vue de leur forme et qui, du fait toujours du manque de mobilisation ne pouvaient rallier qui que ce soit : ainsi la grève de 24 h qui a été lancée dernièrement par le SUACCE... n'a été suivie par personne..., écœurant au contraire les employés. Ce ne sont là que quelques éléments. Et le fait que ses employés aient été et sont encore les «OS de la paperasse les mieux payés de France» est peut-être aussi une des raisons de la reprise.

SUACCE : Syndicat Unifié des Agents et Cadres des Caisses d'Epargne

En bref... En bref... En bref...

• LYON : COLOMB, DIGNE SUCCESSEUR DE PRADEL A LA MAIRIE ET A LA PRÉSIDENCE DE LA COURLY

On se souvient qu'en mai 76, la Courly, par son président, Mr Pradel, avait fait appel avec la préfecture à l'armée pour ramasser les poubelles à la place des chargeurs de Monin Ordures Services, alors en grève, depuis le 22 avril. Il apportait ainsi son aide à Monin pour briser la grève. Dans la répression des travailleurs, Monsieur Francisques Colomb fait des déclarations également intéressantes.

Dans une lettre à Monsieur Monin, directeur de Monin Ordures Services, venant de licencier les 130 chargeurs, après la grève du vendredi 24 décembre, il déclare que la grève des chargeurs, nuisant à la salubrité publique, si des mesures appropriées n'étaient pas prises, le contrat liant Monin Ordures Services à la Courly, pour le ramassage des ordures ménagères, pourrait être revu. Il précise, en ajoutant qu'il faut «équiper les bennes avec du personnel capable et décidé à travailler correctement».

Monsieur Colomb, qui parait-il est apolitique, tout comme l'était son prédécesseur Pradel a néanmoins bien choisi son camp.

• Au conseil des ministres, Beullac a annoncé que des dispositions seraient prises pour permettre d'associer plus les cadres à la prise des décisions dans les entreprises. Il est prévu que dans le système de la «co-surveillance», les cadres aient des délégués au conseil de surveillance. Beullac a présenté ces mesures comme un moyen de renforcer l'autorité patronale dans l'entreprise et d'appliquer la politique de crise.

Foyer Sonacotra

A PUTEAUX, REPORT DU JUGEMENT : 500 MANIFESTANTS

C'est mardi matin que 95 résidents du foyer Sonacotra de Nanterre étaient convoqués au Tribunal d'Instance de Puteaux.

C'est plus de 500 qui s'y sont rendus en manifestation dans les rues de Nanterre, puis celles de Puteaux. Durant le trajet qui dura près de deux heures, nombreuses furent les manifestations de soutien de la part des travailleurs qui se rendaient à leur travail.

Au même moment, se mettait en place tout un dispositif policier autour du tribunal, trois cars de flics, plusieurs camionnettes entourées de motards, et surtout, une vingtaine de vigiles du SAC. «Ici, les campagnes électorales sont toujours meurtrières» nous dira une vieille femme regardant passer les résidents.

Cela n'empêcha pas les résidents ainsi que les Français venus les soutenir, d'occuper massivement le terre-plein central devant la mairie, criant leur volonté d'en finir avec toutes les intimidations

- qu'elles viennent du pouvoir qui expulsa les 18 délégués du Comité de Coordination à la mi-avril.
- qu'elles viennent des gérants racistes, revanchards des guerres coloniales à la Bigeard.
- qu'elles viennent du PCF comme vient de se le faire rappeler le comité de soutien (cf encart).

Le juge devant une telle mobilisation de masse, s'appuya sur le retard de l'avocat des résidents pour reporter au 1er février la date du jugement.

De plus, il semblerait que l'avocat de la Sonacotra a déposé pendant les vacances, de nouvelles pièces au dossier. Il faut dire que pour l'instant, la faiblesse de son argumentation n'a même pas permis à la justice des patrons de décider les saisies sur salaires.

Ainsi tout dernièrement, on vient d'apprendre que le Tribunal de Pontoise vient de refuser les saisies sur salaires.

Cette reculade de la justice donne du temps aux résidents des foyers. Du temps pour que leur plainte —dans les oubliettes de la justice 5 mois— remonte au jour.

Du temps pour que le Conseil d'Etat démasque sa vrai nature de loyal défenseur du ministère de l'Intérieur qui a expulsé les 18 délégués.

Mais du temps surtout pour renforcer l'unité français-immigrés car face, à la justice qui se ressaisit surprise d'une telle résistance des immigrés, il est important de renforcer la solidarité de classe. D'autant plus que les conditions sont de plus en plus favorables à cette unité contre la répression (Parisien Libéré, Hélio-Cachan, etc).

Mais qui donc a pu déchirer les affiches du comité de coordination à Nanterre ?

Depuis quelques temps, le comité de soutien voyait ses affiches arrachées ou recouvertes systématiquement. Or, samedi dernier quelle surprise ! Toutes les affiches appelant à la manifestation de Puteaux étaient recouvertes par un portrait de Jacqueline Fraysse (Maire PCF de Nanterre) souhaitant la bonne année aux Nanterrois. Quelle bonne année en tout cas pour les résidents ! C'est vrai qu'en dehors des impôts locaux que la mairie a le culot de leur demander, les résidents ne sont pas considéré comme locataires, donc n'ont pas le statut de résident d'une ville. «Ce sont des immigrés comprenez-donc, ils ne peuvent pas être Nanterrois».

La menace devient physique et ceci est extrêmement grave. Dimanche 2 janvier, un marxiste-léniniste, Claude Masson, instituteur à Nanterre, rentrait chez lui dans la soirée. Quatre nervis du PCF dont le secrétaire bien connu de la cellule Claude Doucet, l'attendaient dans une DS noire avec des coups de poing américain.

Le militant du comité de soutien ne put s'en sortir indemne qu'avec l'aide des deux concierges de la cité, pourtant au PCF. Il est évident que pour le PCF, le comité de soutien fait trop de bruit autour d'une lutte dont il n'a pas encore réussi à prendre la direction.

1ere grève 77 des cheminots

CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTE DANS LA RÉGION DE CHAMBÉRY

Pour protester contre la suppression des postes d'aide-conducteurs des trains de marchandises, contre l'utilisation des conducteurs de route à des emplois qui ne sont pas les leurs et contre des sanctions financières encourues en cas de refus, les agents de conduite de la région SNCF de Chambéry ont fait une grève de 24 heures. Cette grève concernait les 1 000 travailleurs des dépôts et annexes de Chambéry, Grenoble, Ambérieux, Annemasse, Le Fayet, St Jean-de-Maurienne, Modane, Bellegarde, Bourg et Annecy, et elle a été suivie à plus de 80 % ! L'année s'annonce mal pour la SNCF, alors même qu'elle bloque les salaires en 77 !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

APRÈS CHRYSLER-FRANCE

LES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS OBLIGÉS DE GARANTIR LES PRIX A LA COMMANDE

A l'exemple de Chrysler-France, les constructeurs français Renault, Peugeot et Citroën viennent de modifier leurs contrats de vente : le prix de la voiture au moment de la commande restera inchangé pendant une période de trois mois. Par ailleurs, un délai de livraison ferme sera établi. Si ce délai est dépassé ou si la livraison s'effectue au-delà de la période de trois mois avec augmentation du prix du véhicule, l'acheteur pourra résilier son contrat et l'acompte versé à la commande lui sera restitué.

En principe donc, l'acheteur ne devrait plus avoir la mauvaise surprise de payer à la livraison un prix supérieur au prix de la voiture à la commande, comme c'était fréquemment le cas jusqu'ici, et notamment ces deux dernières années où les prix sont montés en flèche. Le scandale des contrats «élastiques» était de plus en plus dénoncé, à l'occasion par exemple du dernier Salon de l'auto. Une association de consommateurs a même intenté un procès aux constructeurs à propos des contrats bidons. Outre le désir de couper l'herbe sous le pied de leurs accusateurs, les constructeurs manifestent par cette modification des contrats leur crainte de voir baisser les commandes à l'heure où le plan Barre rogne chaque jour un peu plus le budget des travailleurs. Dans la concurrence acharnée qui les oppose aux constructeurs étrangers, les constructeurs français se sont donc vus contraints de rattraper leur retard sur Chrysler-France sur la question des contrats.

AFFAIRE DE BROGLIE (suite)

UNE SOCIÉTÉ DE BROGLIE DÉPENDAIT DE LA MATESA

Au début du mois de juillet 1970, une séance secrète des Cortès s'ouvrait à Madrid. Objet de la réunion : écouter le rapport fait sur le plus grand scandale de l'Espagne franquiste, l'affaire Matesa. Lopès Bravo, ministre des Affaires Étrangères espagnol était le même jour au Luxembourg. Le 3 août suivant, la société Sodetex, fondée par le prince de Broglie était dissoute, au Luxembourg. Il n'y a pas de coïncidence en l'affaire.

Selon un document publié par le «Canarad Enchainé», la Sodetex du défunt prince était... une filiale de la société Matesa, société spécialisée dans la réalisation de fausses affaires lui donnant droit aux crédits du gouvernement espagnol. Les fonds ainsi ramassés avaient diverses utilisations (on parle même de la campagne électorale de Nixon) qui transitaient par les soixante-quinze filiales de la société, dont la Sodetex. Encore un détail : la banque BIF, qui participait aux activités financières de l'Opus Dei, largement impliqué dans le scandale Matesa, était présidée par un certain Edmond Giscard d'Estaing, père d'un certain Valéry.

D'autre part, selon le «Daily Express», la société Sodetex (qui, bien que dissoute agissait toujours) aurait récemment participé à des envois d'armes au Liban. Et la DST serait allée voir le prince pour lui rendre compte du mécontentement éprouvé par «une puissance étrangère» à propos de ces livraisons.

Enfin, il semble qu'en 1972, alors qu'une enquête financière de la direction des impôts s'intéressait de très près aux activités de de Broglie, le ministère des finances de l'époque, un certain Giscard, avait clos l'enquête.

Les filets se resserrent. Mais ne sont-ils pas percés ?

• ***Fourcade, président des clubs giscardiens «perspectives et réalités», a affirmé** : «entre la société pluraliste et démocratique proposée par le président de la république et la nouv 'le société de Jacques Chaban-Delmas, il y a quelques points de désaccord. Mais il est plus important de mettre en valeur les points communs que d'accentuer les divergences». **Cette «convergence» avait déjà été soulignée par Chaban au moment de la formation du RPR.***

Les décrets d'application de la réforme Haby

SEGREGATION ET REPRESSION

Suite de la une

LES «DEUX VITESSES»

De façon générale, les textes des décrets s'inspirent d'un certain nombre de recherches pédagogiques (en les dévoyant à l'occasion), en particulier pour les maternelles et les écoles. On retrouve un langage «modernisté», un apparent souci de «donner toutes leurs chances aux élèves». De fait, et malgré les nouveaux noms, ils sont bien conformes à l'esprit de la réforme : adapter l'école à la situation de crise.

Au niveau des écoles, l'entrée à l'école élémentaire devra s'effectuer à six ans, et à cinq ans «à titre exceptionnel». Pendant la scolarité élémentaire, «des dispositions pédagogiques permettent d'adapter à chaque enfant, à l'intérieur de sa classe la vitesse de progression». Ainsi le principe des enseignements à plusieurs vitesses est maintenu, instaurant la ségrégation dans la classe même.

Ce principe s'approfondit dans les collèges où les études sont divisées en deux cycles (6e-5e, cycle d'observation), (4e-3e, cycle d'orientation). Les deux vitesses d'enseignement appliquées dans chaque classe (les filières sont supprimées) s'appellent «enseignement de soutien» (entendez au rabais) et «activités d'approfondissement» pour les meilleurs. Une première entrave au principe d'enseignement unique dans les collèges est faite par la possibilité d'orientation vers des classes préparatoires aux lycées d'enseignement professionnel (nouveau nom des CET). Il y a fort à parier que cette possibilité de classe d'attente au CET sera largement utilisée !

Les lycées sont de deux types : lycées ou lycées d'enseignement professionnel (ex-CET). Les lycées prépareront au bac en deux partie, l'obtention de la première partie permettant de passer en terminale, et au brevet de technicien. Les LEP prépareront au BEP en deux ans ainsi qu'au CAP, là aussi en deux ans (trois actuellement).

LE PÉNAL ENTRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS

C'est principalement au niveau de l'organisation administrative que la réforme se fera sentir dans les lycées : (le chef d'établissement) *«est responsable de l'ordre dans l'établissement», «il peut, notamment en cas de menace ou d'action contre l'ordre, interdire l'accès des locaux à toute personne relevant de l'établissement, suspendre des enseignements ou d'autres activités au sein de l'établissement»*. Autrement dit, le droit à l'état d'exception dans les établissements. A ce niveau, le projet de décret est presque intégralement reconduit, ainsi que la menace de poursuites judiciaires qu'il comporte : article 8 : *Le chef d'établissement représente **en justice** (...) l'établissement qu'il représente», «il engage les actions disciplinaires et **intente les poursuites devant les juridictions compétentes»**.* La seule modification porte sur les conseils d'établissement qui comporteront 26 membres au lieu de 21. La répartition des sièges sera toujours telle que le proviseur y sera assuré de la majorité, d'autant plus qu'il est le seul à donner l'ordre du jour et que le rectorat a *«une intervention suspensive»* sur les éventuelles décisions.

En supprimant les stages de formation Haby reconnaît la pénurie de postes

«Compte tenu des nécessités d'assurer le fonctionnement normal des classes et d'utiliser en priorité les moyens de suppléance pour le remplacement des maîtres en congé maladie»... Haby supprime tout simplement les stages de formation pour enseignants !

Le ministère de l'éducation nationale se montre prolixe en statistiques indiquant le «taux d'absentéisme» dans certaines académies, et sous-entendant que les enseignants ont plus de facilités à s'absenter que d'autres travailleurs (pas de répercussion sur le salaire), la manœuvre d'Haby est révoltante : depuis des années on assiste à une liquidation massive des maîtres auxiliaires, on entend le ministre expliquer que les rentrées se passent bien, qu'il y a assez de maîtres... Or la suppression des stages, atteinte au droit de formation, est l'aveu même du manque d'enseignants !

EXPÉRIENCE DE SUPPRESSION DU POINTAGE :

ILS ONT PEUR DES CHÔMEURS

Après les professions du spectacle dans les départements de la région parisienne, les chômeurs non secourus (ne touchant ni aide publique, ni Assedic) vont faire l'expérience de la suppression du pointage bimensuel, à partir du 10 janvier. L'expérience sera d'abord menée en Alsace et dans le Limousin. Dans un récent éditorial du journal interne de l'ANPE, Métais indiquait que l'ANPE devait se diriger vers la suppression totale du pointage, à l'exemple de certains pays étrangers. Les motifs humanistes, pour ne pas dire humanitaires ne manquent pas : le pointage était «avilissant»...

Si la suppression de ce contrôle tatillon sera effectivement ressentie comme une bonne chose par les chômeurs, il faut en voir les motivations, et les limites. Tout d'abord, l'expérience est tentée sur des chômeurs non secourus, c'est-à-dire qui ne coûtent rien aux caisses d'allocations, et dont l'ANPE peut très bien admettre qu'ils ne trouvent pas de travail.

D'autre part, le pointage est remplacé par l'envoi chaque quinzaine d'une feuille de renseignements indiquant les démarches faites pour trouver du travail et les éventuels emplois momentanés occupés. Cette feuille sera détachée d'un carnet à souche.

Et surtout il est nécessaire de rapprocher la suppression du pointage de la perspective des deux millions de chômeurs pour 77 et de la mise en service des «inspecteurs» des chômeurs, dont le rôle est d'enquêter sur la situation des chômeurs de façon à éventuellement les radier. Chaque 14 du mois, des centaines de chômeurs se pressent dans les ANPE. Et leur nombre augmente encore. Si cette force latente s'est encore relativement peu exprimée au niveau des agences, elle représente une menace continuelle de révolte.

La bourgeoisie, qui a fait le choix de développer le chômage pour restructurer son économie sait qu'il représente un danger, au-delà d'une certaine limite. Déjà Ripert, rapporteur au plan expliquait lors de la présentation du 7e plan qu'il fallait «s'habituer à un chômage structurel» supérieur à 500 000 chômeurs, même en cas de relance effective. Et toute une propagande vise à faire croire qu'il est possible de s'habituer à un fort taux de chômage, grâce aux indemnités (elles ne concernent pas la moitié des chômeurs !). L'humanisation du pointage est de la même eau. Il n'est finalement que l'aveu d'une grande peur.

INTERNATIONAL

Après l'assassinat de Mahmoud Saleh

L'OLP DÉNONCE LES CRIMES SIONISTES EN FRANCE ET LEUR IMPUNITÉ

«Mahmoud Salah est un cadre du Fath» *devait déclarer Ezzedine Kalak.* Il est né à Sabatieh dans le district de Naplouse en Palestine Occupée. Il a assumé la responsabilité de la lutte pour la défense de son peuple, de notre peuple, pour la défense d'une cause juste. Mahmoud Salah a également assumé l'intérim de l'OLP après l'assassinat de Mahmoud Hamchari avant que je sois nommé officiellement à la fin de l'été 1973. Il était également membre dirigeant de l'Union Générale des Étudiants de Palestine, en France et avant de venir en France, il était enseignant et militant en Algérie.

Mahmoud Salah est allé également pendant la crise libanaise au Liban pour défendre son peuple et le mouvement national arabe. Il a combattu dans les rangs de Fatah. Aujourd'hui malheureusement une certaine presse laisse entendre que l'enquête est orientée vers les milieux de l'OLP ou vers les syriens.

LES SIONISTES SEULS RESPONSABLES DU CRIME

Il suffit non seulement de voir ce qui a été marqué sur les façades de la librairie arabe au quartier latin, mais il suffit également de se rappeler quelle était l'attitude des dirigeant israéliens pendant que les service secrets israéliens commettaient leurs actes hideux contre les militants de la Révolution Palestinienne. Il suffit également de voir quelle était l'attitude de la presse israélienne. A l'époque la presse israélienne vantait les mérites des services secrets en disant que ces services ont le bras très long et ils peuvent frapper les «terroristes» palestiniens partout.

Il va de soi que ceux qui ont intérêt à liquider les Palestiniens sont ceux qui n'ont pas changé d'avis en ce qui concerne leurs complots contre notre peuple et sa révolution, ceux là même continuent à frapper notre Révolution.

Aujourd'hui, quand on dit que c'est l'OLP qui a tué Mahmoud Salah, cela permettra demain aux mêmes services secrets sionistes de liquider d'autres militants de l'OLP en disant que ce sont les gens du Front du Refus qui tuent les militants de l'OLP».

Le crime contre Mahmoud Salah est un crime contre le peuple palestinien, étroitement lié à la politique sioniste. «C'est le gouvernement israélien qui refuse de se retirer des territoires occupés, qui refuse de reconnaitre les droits nationaux du peuple palestinien qui continue à traiter l'OLP comme une bande de terroristes. S'il y a impasse dans la région, ce n'est pas parce qu'il y a des militants palestiniens —et ils en ont le droit— qui ont des analyses différentes mais parce que le gouvernement israélien appuyé par les USA continue la politique d'occupation illégale des territoires arabes et palestiniens de négation des droits nationaux du peuple palestiniens, refuse l'idée d'un Etat Palestinien sur son sol national, et continue de prendre des initiatives contre notre peuple».

L'OLP EXIGE QUE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS PRENNE SES RESPONSABILITÉS

«Nous espérons que l'enquête aboutira cette fois-ci non seulement sur les assassins de Mahmoud Saleh mais aussi de Mahmoud Hamchari, Basil Koubaïssi et Mohamed Boudia.

Le département politique de l'OLP est sur le point d'envoyer un mémorandum à ce propos au gouvernement français demandant aux autorités françaises de prendre leurs responsabilités pour faire la lumière sur ces assassinats et châtier ces coupables.

La direction de l'OLP a décidé également l'envoi d'une délégation palestinienne pour entreprendre des contacts à propos de ce crime.

L'OLP entend demander à la Croix Rouge Internationale de transporter le corps de notre frère Mahmoud Saleh pour qu'il soit enterré dans son village natal.

Je vous rappelle que Mahmoud Hamchari avait déjà demandé, dans son testament, qu'on l'enterre à Tulkarem mais les autorités israëliennes ont refusé. Il avait demandé que, en cas de refus, il soit enterré à Paris comme symbole de l'amitié entre les deux peuples français et palestinien.

IGNOBLE

C'est sous le titre *«des balles arabes»?* que le quotidien de Paris rend compte de l'assassinat de Mahmoud lundi soir, par deux tueurs sionistes. Le journal recherche les informations les plus fantaisistes sur son appartenance politique pour donner une fausse justification à cette odieuse calomnie. Le Figaro du même jour insinue également que *«les enquêteurs orientent leurs recherches vers les milieux syriens, palestiniens tendance OLP»* et, tout de même, *«israéliens sionistes».* Relayée par une telle campagne de presse, on peut bien s'attendre que la police, si rien n'est fait pour s'y opposer, se montrera aussi prétendûment «impuissante» que lors des trois précédents attentats contre des militants palestiniens à Paris.

• TURQUIE : MENACES DE RETRAIT DE L'OTAN

A la veille de la rentrée en fonction de Jimmy Carter, la Turquie a affirmé que «le vide en armes et en matériel militaire créé par le rejet de l'accord de coopération défensive sera naturellement reflété dans la participation turque à l'OTAN.» Depuis l'accord sur la réouverture des bases US en Turquie, le congrès US refuse d'entériner l'accord portant sur un milliard de dollars de livraisons d'armes à la Turquie, tandis que les Soviétiques multiplient les avances en direction de la Turquie.

Maroc :

NOUVEAUX PROCÈS D'OPPOSANTS POLITIQUES

Deux nouveaux procès se sont ouverts au Maroc contre les opposants au régime de Hassan :mardi, 17 membres de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP), ont été traduits devant la cour d'appel de Marrakech, cela étant permis par un nouveau code de procédure pénale qui habilite les cours d'appel à statuer même sur des affaires n'ayant pas déjà été jugées. Ils sont accusés d'«atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat» pour avoir participé au «complot de mars 73».

Par ailleurs, 10 étudiants membres de la jeunesse unioniste (affilée à l'USFP) comparaissaient depuis lundi dernier devant le tribunal de première instance de Casablanca, pour *«distribution de tracts troublants l'ordre public, coups et blessures, atteinte à la propriété d'autrui».* Lundi, 4 étudiants ont été condamnés à Rabat pour avoir troublé l'ordre public en organisant des manifestations étudiantes «illégales».

Cependant, le procès des 178 «frontalistes, pour la plupart des militants révolutionnaires de l'organisation marxiste-léniniste, Ilal Amam se poursuit devant la chambre criminelle de Casablanca.

Dans une salle à moitié occupée par le «service d'ordre», où le public n'entre qu'au compte goutte, plus de la moitié des détenus ont révélé avoir été détenus depuis deux ans, un grand nombre a été torturé de façon atroce. Beaucoup d'étudiants de lycéens, mais aussi des fonctionnaires, des ouvriers : Kada Mohamed, arrêté en novembre 74, exerçait les fonctions de secrétaire général local dans son secteur de Derkane. Azhar Allal, issu d'une famille pauvre de la région de Marrakech des fondateurs du mouvement marxiste-léniniste, et ancien secrétaire général de la section de Fez de l'UNEM, recherché depuis mars 73, a également été arrêté en novembre 74.

• MAROC : UN ACCUSÉ DÉNONCE LES TORTURES INFLIGÉES EN PRISON

Un des accusés a dénoncé en plein tribunal les tortures que lui ont fait subir les geôlier, avant d'être mis à la disposition du juge d'instruction. Le président du tribunal a essayé de l'empêcher de terminer sa dénonciation. L'avocat de la défense a fermement défendu l'accusé.

Par ailleurs au cours de l'interrogatoire, pendant le procès, les accusés ont réaffirmé leur soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Un responsable français se rend en Somalie

M. Christian Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est arrivé hier à Mogadiscio pour y rencontrer Syad Barre président de la Somalie, dans le cadre de la préparation de l'indépendance de Djibouti. Auparavant, l'impérialisme français justifiait le maintien des troupes françaises à Djibouti en prétendant que la Somalie menaçait de l'envahir, ce qui aurait eu pour résultat une riposte de l'Ethiopie. Aujourd'hui, alors que la Somalie a clairement affirmé qu'elle respecterait l'indépendance de Djibouti, le gouvernement français prétend que l'Ethiopie pourrait 'essayer de s'emparer du territoire, entrainant la riposte de la Somalie. A ce propos Syad Barre a clairement affirmé «l'Ethiopie est dirigée par des gens responsables... je ne comprends pas pourquoi elle se lancerait dans une action armée...»

Carrillo à France-Inter

«Nous ne voulons pas créer une division gauche-droite»

Carrillo a participé, pour la première fois, mardi, à une réunion de la commission des «Neuf», (rassemblement des organisations d'opposition qui participent à la «Plate Forme Démocratique»), chargée de négocier avec le gouvernement espagnol. Sorti de Carabanchel et protégé par la police espagnole, le secrétaire général du P«C»E s'affiche désormais ouvertement dans les réunions politiques. En attendant la légalisation officielle du P«C»E, Carrillo a accepté la nomination d'une «première commission», à laquelle ne participera aucun membre de son parti, mais qui sera chargée de «négocier avec le président du gouvernement les problèmes relatifs à l'amnistie et à la reconnaissance de tous les partis politiques». Pour Carrillo, les trois «points fondamentaux» sont désormais «l'amnistie, la liberté réelle pour la prochaine élection législative», et la possibilité d'un accord entre les forces réformistes du régime et les forces démocratiques. «Quant à la nécessité, soulignée en novembre, «d'institutionnaliser politiquement tous les pays et régions» intégrés à l'Etat espagnol, il ne semble plus en être question.

CARRILLO A FRANCE-INTER

Dans une interview accordée à France-Inter, mardi soir, Santiago Carrillo, qui se déplace maintenant dans Madrid protégé par la police, a confirmé que son parti était totalement engagé dans la bataille électorale. Une réunion de son comité central qui se tiendra en janvier décidera des candidatures et arrêtera le programme électoral du parti révisionniste. Carrillo n'a pas exclu de se porter lui-même candidat dans plusieurs circonscriptions. Dans le cas où on interdirait au PCE de se présenter, il a envisagé de faire une campagne électorale parallèle. Mais cette éventualité paraît vraiment improbable, lorsqu'on l'entend expliquer que «le roi» et Suarez «montrent une volonté de passer de la dictature à la démocratie».

En déclarant notamment : *«Nous ne voulons pas dans les conditions présentes, créer en Espagne une division gauche-droite».* Il n'a exclu aucune sorte de coalition après les élections.

Mais, après l'instauration d'une démocratie où *«tout le monde»* ait sa place, *«la droite, la gauche et le centre»,* sa principale préoccupation est de faire face *«avec toutes les forces qui ont le sens de l'intérêt national aux graves problèmes de la crise économique».*

Il a par là renouvelé sa proposition de «pacte national» avec la droite expliquant que désormais *«toutes les forces qui ont le sens de l'Etat comprennent qu'il faut tenir compte du «Parti Communiste».*

Après avoir accepté le cadre parlementaire, fixé par Juan Carlos, le parti révisionniste offre à la bourgeoisie espagnole sa collaboration pour faire payer la crise aux travailleurs.

INTERNATIONAL

revue des peuples du monde

ONU-PALESTINE

France-Palestine, bulletin édité par l'Association de Solidarité Franco-Arabe, publie dans son numéro de décembre 1976, l'intégralité du rapport du «Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien» créé par l'Assemblée générale des Nations-Unies, et qui sert de fondement aux décisions de l'ONU concernant la Palestine.

Ce document officiel contient un résumé synthétique des délibérations du comité. Le droit du retour des réfugiés aussi bien des territoires occupés depuis 1948 que de ceux des territoires occupés depuis 1967 est fermement réaffirmé. Le droit intrinsèque du peuple palestinien *«à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté nationales en Palestine»* est également fortement souligné : *«Le comité estime que l'évacuation des territoires occupés par la force, en violation des principes de la charte et des résolutions pertinentes des Nations-Unies, est une condition sine qua non de l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables en Palestine».*

HOMMAGE D'ORGANISATION D'ÉTUDIANTS AFRICAINS AU CAMARADE MAO TSÉ TOUNG

Les bulletins publiés par deux organisations d'étudiants africains en décembre, comportent chacun un hommage au président Mao Tsé-toung. Il s'agit notamment de l'organe des étudiants centrafricains et de celui des étudiants comoriens.

«TA TÉNÈ» publie en outre l'intégralité de la déclaration de politique générale de son dernier congrès. On y lit notamment :

«Le Congrès estime que le Nouvel Ordre Economique Mondial n'est pas une «nouvelle tactique de l'impérialisme» (...) mais qu'il s'agit de justes revendications de pays du Tiers-Monde, qui sont formulées par les gouvernements de ces pays sous la pression de la lutte des masses populaires».

«JEUNESSE PATRIOTIQUE» : Organe de lutte de l'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC) donne un long article retraçant la résistance du peuple comorien à la pénétration coloniale française, qui a uni les différentes îles de l'archipel des Comores notamment Mayotte à la grande Comore et Anjouan. Le point d'histoire souligne le caractère criminel de la politique de division de l'impérialisme français qui veut séparer Mayotte du reste du pays en maintenant sa domination coloniale.

PÉKIN-INFORMATION

Dans son numéro 51 de 1976, PÉKIN INFORMATION publie un long article sur la deuxième conférence nationale pour s'inspirer de Tatchaï dans l'agriculture. Reprenant longuement un éditorial du RENMIN RIBAO, organe central du Parti Communiste Chinois. Celui-ci dresse un tableau du mouvement pour s'inspirer de Tatchaï et décrit les objectifs de la mobilisation actuelle : faire en sorte qu'en 1980, un tiers des districts chinois soient transformés en districts de type Tatchaï et que la mécanisation agricole soit réalisée pour l'essentiel. Ce mouvement va de pair avec le mouvement de masse pour critiquer et dénoncer la bande des quatre dont l'éditorial indique que, mené par 700 milliers de paysans, «il se développera encore en profondeur et en ampleur».

On trouvera par ailleurs un commentaire intéressant sur «une économie soviétique qui s'appuie sur l'Occident». *«Aux dires de l'Union Soviétique»* écrit l'auteur, *«l'expansion de la coopération économique est profitable surtout aux pays occidentaux».*

VÉNÉZUÉLA

Le président vénézuélien, Peres, a dit que la nationalisation des mines de fer et de l'industrie pétrolière est une «importante décision historique prise dans la volonté de sauvegarder la souveraineté du pays»... Il a ajouté : «Le Vénézuéla démontre qu'il est capable d'administrer efficacement le secteur pétrolier. Nous pouvons affirmer avec certitude que nous nous sommes débarrasés de l'humiliation que les puissances nous faisaient subir en nous persuadant de la nécessité de leur production. Il a finalement ajouté : «La solidarité des pays en voie de développement ne sera pas minée comme l'espèrent certains pays industrialisés dans l'optique de leur stratégie brutale. Les pays en voie de développement sentent qu'ils ont pris conscience de leur destin».

LE VOYAGE DE RICHARD EN AFRIQUE AUSTRALE

Le négociateur britannique Ivor Richard s'est rendu à Prétoria pour discuter avec Vorster du nouveau plan britannique au sujet duquel de violentes discussions l'ont opposé à Smith au cours des négociations à Salisbury. Selon le nouveau plan anglais, la Grande Bretagne administrerait directement le territoire pendant deux ans. C'est une nouvelle tentative pour repousser l'exigence d'indépendance immédiate du peuple du Zimbabwe, mais c'est également une implication importante des Britanniques en Rhodésie, niant la pseudo-indépendance de Smith.

Vorster a appuyé la proposition britannique, ce qui va obliger Smith à l'accepter. La Grande Bretagne doit donc reconnaître sa responsabilité : c'est elle le colonisateur, c'est par des négociations avec elle que le peuple de Zimbabwe fera triompher son droit à l'indépendance.

Richard s'est rendu ensuite au Botswana, l'un des pays de première ligne où il s'est entretenu avec le ministre des affaires étrangères et le président Khama.

AFRIQUE AUSTRALE : SMITH EMPLOIE LE NAPALM CONTRE LE MOZAMBIQUE

Richard, médiateur britannique s'est entretenu, samedi, avec Smith, chef du gouvernement raciste de Rhodésie, et lui fait part de son plan pour débloquer la conférence de Genève, à savoir l'intervention directe de la Grande Bretagne comme puissance administrante au Zimbabwe pendant la période intermédiaire devant amener le transfert du pouvoir à la majorité noire.

Continuant sa tournée en Afrique Australe il a rencontré lundi, Vorster, chef du gouvernement raciste d'Afrique du Sud.

DES VILLES EN ÉTAT DE SIÈGE EN AFRIQUE DU SUD

En Afrique du Sud, c'est un véritable état de siège qui a été instauré par le régime raciste autour des villes africaines. Vorster a prolongé l'interdiction de tenir des rassemblements publics, en vigueur dans le pays depuis les affrontements de juin dernier. Pendant le week-end de noël, les forces racistes ont opéré 176 arrestations, 180 cabanes ont été détruites, de nombreuses têtes de bétail abattues ou mutilés. Le régime raciste porte l'entière responsabilité de ce bilan, qui pourrait être en réalité encore plus lourd car, de l'aveu même du pouvoir raciste, *«Les Africains se font un point d'honneur d'enlever leurs blessés du champ de bataille dès que possible».*

Depuis les évènements de Soweto, en juin dernier, il y a eu moins 499 morts en Afrique du Sud, chaque nouvelle victime renforce la combativité du peuple africain.

LA TANZANIE RÉAFFIRME SON SOUTIEN AU MOZAMBIQUE

De son côté, la Tanzanie a condamné violemment les provocations des troupes raciste Rhodésiennes contre le Mozambique. Dans un communiqué publié le 30 décembre, les forces Populaires de Défense Tanzaniennes ont assuré qu'elles continueraient à accorder leur soutien moral et matériel aux forces populaires de libération du Mozambique et qu'elles étaient assurées de la victoire du peuple mozambicain. Celui-ci a dû faire face, le 25 décembre, à une nouvelle attaque du régime raciste de Smith dans la région de Chitanga, province de Manica, au cours de laquelle les troupes racistes ont utilisé des bombes au Napalm, et qui a été repoussée avec succès.

La préparation des combattants du Zimbabwe : «savoir qu'ils mènent leur propre guerre»

Grande-Bretagne :

PRÊT DE 3,9 MILLIARDS DE DOLLARS

PRESSIONS AMÉRICAINES QUI COÛTENT CHER AUX ANGLAIS

Le FMI (Fonds Monétaire International) vient d'accorder à la Grande Bretagne un prêt de 3,9 milliards de dollars, soit la somme la plus importante jamais prêtée à un seul pays. Pour ce faire, et en prévision de demandes d'autres pays, le FMI à son tour, a dû avoir recours à une aide des 10 pays les plus industrialisés du monde. Le prêt du FMI courra exceptionnellement sur 2 ans, la moitié seulement sera donnée cette année. Ce prêt est assorti de conditions draconiennes et donnent pratiquement au FMI le droit d'intervenir et de réorienter l'économie britannique à sa façon.

D'ores et déjà, il est prévu de restreindre les dépenses budgétaires cette année de 2,5 milliards de dollars, et autant l'année prochaine. De telles exigences vont peser très lourdement sur les salaires et l'emploi —de nombreux licenciements sont prévus— et va aggraver les conditions de vie du peuple britannique, par la diminution de toute une série de prestations sociales. En même temps le FMI, prévoit un encadrement très strict du crédit à la consommation, exige de grandes performances de l'industrie. L'impérialisme britannique, acculé à la banqueroute, n'a d'ailleurs pas le choix : il est déjà lourdement endetté auprès du FMI par deux autres prêts au FMI en 1968 et en 1973, qu'il a le plus grand mal à rembourser.

L'économie britannique espère trouver un second souffle à partir de 1980 avec le pétrole de la mer du Nord, mais sa politique avouée est, pour plusieurs années encore, le renforcement de l'austérité, le blocage des salaires, le chômage massif. Le gouvernement britannique mise sur une politique de collaboration de classe avec les Trade-Unions (syndicats) mais la pression des bases pourrait bien mettre à mal ces projets...

On s'interroge, par ailleurs sur l'éventualité d'un prêt à l'Italie, ou à d'autres pays européens, dans les mois qui viennent. Cette politique de prêts du FMI fait partie du plan des USA de renforcer leur position en Europe Occidentale, dans un contexte international de rivalité accrue avec le social-impérialisme. Cependant, pour ce qui est de l'Italie, qui a déposé une demande de prêt, l'octroi d'un prêt pourrait faire l'objet de négociations beaucoup plus délicates qu'en Grande-Bretagne, compte tenu de la différence de situation politique, de la grande combativité des masses italiennes, et du soutien tacite du parti révisionniste italien à la politique actuelle de la Démocratie Chrétienne.

En bref...

• **SAHARA : UN AVION MAURITANIEN ABATTU AU-DESSUS DE BIR MOGHREIN :** ***Le Front Polisario a annoncé que ses unités avaient abattu un avion des troupes d'invasion mauritaniennes, au-dessus de Bir Moghrein. C'est le troisième avion abattu depuis le 15 décembre.***

• **GRÈCE :** ***Attentats à la bombe contre la projection du film prosioniste «Entebbe». Le film «Entebbe» a été retiré de l'affiche par 4 théâtres grecs, parce qu'on a trouvé des bombes dans 3 cinémas où ce film devait être projeté. Cette action est revendiquée par «l'organisation du 1er octobre».***

REPORTAGE

NON A LA FERMETURE DE LA MATERNITE DES LILAS!

MENACÉE DE MORT POUR CAUSE DE «NON RENTABILITÉ»

Reportage de Pierre PUJOL

La maternité des Lilas est en déficit de 800 000 F. Un déficit dû à la logique concentrationnaire de la politique capitaliste de la santé : le prix de journée est de 160 F aux Lilas, alors qu'il va passer à 690 F en hôpital public ! C'est cette différence qui a entraîné depuis plusieurs années la liquidation de plus d'un millier de petites unités de soins ! Le 9 décembre dernier, le conseil d'administration a donné sa démission et un administrateur judiciaire a été nommé. Il menace de déposer le bilan le 15 janvier.

Pourtant, la maternité qui a le «tort» d'avoir une capacité limitée (33 lits), tourne à 100 % ! 600 femmes sont inscrites pour y accoucher et des demandes sont refusées chaque jour. Les 40 salariés sont menacés de licenciement et ont eu un salaire réduit de moitié en décembre pour éviter le dépôt de bilan immédiat. Que sera la paye de janvier ? Actuellement, diverses solutions seraient envisageables (obtention du statut d'hôpital privé, reprise par une mutuelle...), mais cela traîne en longueur et de plus, la poursuite de l'expérience menée actuellement pourrait être menacée...

FEMMES ET EMPLOYÉES AU COUDE À COUDE

Mais les usagers de la maternité et son personnel ont décidé de ne pas «faire le gros dos en attendant que passe l'orage». Des commissions de travail usagers-personnel ont été constituées, une pétition est en train d'être signée. Dimanche, le personnel a reçu un chaleureux accueil sur le marché des Lilas. *«Des retraités nous disaient : Non, les Lilas ne doivent pas fermer !»*

Lettres, soutien financier et signatures arrivent tous les jours aux Lilas. La voie suivie pour défendre la maternité est bien la bonne. Elle a déjà fait dire à l'administrateur judiciaire : *«Si vous mêlez la politique, je devrai baisser les bras !»* Mais, aujourd'hui, il faut faire encore plus.

C'est pourquoi vendredi soir un gala de solidarité est organisé à la salle des fêtes, 4 avenue Waldeck Rousseau aux Lilas, à 21 h, par le personnel et les usagers. Tous les mardi à 20 h, une assemblée générale, ouverte à tous est organisée à la maternité, 14 rue du Coq Français, Les Lilas 93. Métro Mairie des Lilas.

Non, la maternité des Lilas ne doit pas fermer !

«L'ACCOUCHEMENT SANS VIOLENCE» TEL QU'IL EST PRATIQUÉ À LA MATERNITÉ DES LILAS

Avant l'accouchement : des consultations et des réunions d'informations ont lieu. Le père est associé du début à la fin. Il apprend à examiner, à suivre la grossesse de la femme (en apprenant à mesurer la dilation du col).

Quand l'enfant naît, le père le reçoit, le pose sur le ventre de la mère, et tous deux le caressent jusqu'à ce que le cordon cesse de battre. Ensuite, on coupe le cordon et le père baigne l'enfant dans une eau à 40°, ce qui permet à l'enfant de retrouver un peu le milieu qu'il vient de quitter. L'ensemble de l'opération se passe dans la pénombre, pour ne pas éblouir l'enfant. Au total, l'enfant souffre moins, crie moins (passé le cri de la naissance) et est plus calme.

Après l'accouchement, le bébé reste auprès de la mère et non pas séparé d'elle par une vitre comme dans la plupart des hôpitaux.

UNE CONTESTATION DE LA MÉDECINE LA PLUS RÉACTIONNAIRE

La question de l'accouchement que nous abordons en versant l'expérience de la maternité des Lilas au débat pour nos lecteurs, appelle plusieurs questions, dans le cadre de notre système.

En effet, la manière souvent révoltante dont les futures mères sont traitées dans la plupart des maternités n'est-elle pas une partie d'un ensemble ? Il suffit de rappeler le nombre de prématurés et de fausses couches chez les femmes ouvrières consécutives à la fatigue, aux cadences, pour s'en persuader... Si la pratique de l'équipe des Lilas remet en cause le type de rapports entre soignants et soignés, fondé sur le mépris du mépris du malade, qui est celui de la médecine mandarinale, elle possède ses limites, comme le reconnaît lui-même son personnel. Limites d'une médecine trop rapide, coincée dans un cadre imposé par la logique capitaliste, fréquentée, pour l'essentiel, non par la classe ouvrière, mais par des gens issus de la petite bourgeoisie et des couches intermédiaires...

Le succès rencontré par la maternité des Lilas où se pratique l'information des couples, n'est-il pas fonction aussi de l'absence totale d'éducation sanitaire de masse sur la grossesse ? Une éducation qu'il sera nécessaire de mettre en œuvre sous le socialisme pour permettre à toutes les femmes du peuple d'avoir accès à une grossesse sans risques. Enfin, peut-on se contenter de ramener les aspirations des travailleurs, aux «besoins des gens» ou aux «désirs du couple» ? Ne risque-t-on pas par là-même de réintroduire par la bande, le vieil individualisme (à un ou à deux) ? Ces questions ramènent aussi au choix posé par la classe ouvrière au courant progressiste de la médecine : «Ce qui est à construire aujourd'hui, est-ce une médecine au service de tous ou une médecine au service des travailleurs ?»

En même temps que nous exprimons notre détermination à soutenir la maternité des Lilas face à ceux qui veulent la fermer, nous souhaitons que cette expérience concrète puisse servir à ouvrir le débat sur ce thème. Ecrivez-nous.

P. PUJOL

Entretien avec le docteur Fonti

—Quotidien du Peuple : Quel est l'objectif que vous vous êtes fixé ?

—Notre pratique est fondée sur l'objectif que nous avions de démédicalisation. Notre volonté, c'est que ce ne soit plus le médecin qui ait tout le pouvoir, mais que la femme se prenne en charge. Pour cela, il faut qu'elle ait un minimum de savoir et c'est ce que nous essayons de lui fournir grâce à un certain nombre de consultations et de réunions d'information.

—QdP : Quelles difficultés avez-vous rencontrées à insérer votre action dans la contestation même du système ?

—Ici il y avait une contradiction vraiment intense dans le fonctionnement de cette clinique par le fait que les médecins sont payés à l'acte et que le reste du personnel est salarié. Cela entraînait logiquement des tensions. Et puis même si on essaye d'avoir une pratique différente, on est prisonnier de ces choses-là. La médecine à la chaîne, on la pratique forcément : on a des consultations tous les quarts d'heures, vingt minutes. On ne fait pas la même médecine tout de même que les autres, mais c'est trop rapide ! Alors on n'est pas, bien sûr, forcé de faire cela, mais on l'est un peu dans la mesure où nous sommes dans un outil, que cet outil doit travailler, doit être rentable. Parce que s'il n'est pas rentable, on ferme... Si les gens viennent ici, c'est aussi qu'ils peuvent s'entretenir avec toutes les catégories de personnel. Les gens se rendent compte que les autres catégories de personnel savent aussi. En obstétrique, il y a énormément de techniques médicales différentes (monitoring, amnioscopie). Tu peux les appliquer de principe : c'est-à-dire à toute femme qui accouche. Ça revient à montrer que si le médecin n'était pas là, la femme ne serait pas capable d'accoucher toute seule. La limite de cela, c'est l'accouchement déclenché, comme à Baudeloque. La femme arrive le matin, on la déclenche ; elle accouche l'après-midi ! Ça revient à remettre l'intervention médicale en selle, même quand elle n'est pas nécessaire.

Comme le médecin se contentait d'être là pendant l'accouchement, il devient le sauveur *«il m'a bien accouché»*. Alors bien sûr, quand on dit à certaines femmes que le médecin ne sera pas à côté, il y en a qui tiquent !

D'autre part, on essaye de ne pas cloisonner les avortements par rapport aux grossesses désirées, mais ça pose toujours un certain nombre de problèmes : à un moment, la clinique étant trop pleine, il fallait réduire soit sur les avortements, soit sur les accouchements. Ce que le personnel a proposé, dans son ensemble, c'est de réduire les IVG ! (Interruption Volontaire de Grossesse = avortement).

—QdP : En quoi, votre conception de la médecine se rattache-t-elle à l'esprit «servir le peuple», tel qu'il a pu être mis en œuvre lors de Pennaroya ou dans la lutte contre la pollution fluorée ?

—Un grand nombre de médecins, dont moi, n'étions pas, au départ, convaincus par la méthode Karman. Ce sont les femmes qui nous ont amenés à l'avortement. Pour «l'accouchement sans violence», ce qui est différent de la méthode Leboyer, ce n'est pas du tout les médecins qui ont eu l'initiative, c'est encore les femmes qui nous ont poussés. Pour le personnel c'est pareil, ce sont les femmes qui ont poussé à la roue. Pour la présence du père lors de l'accouchement, ce sont encore les femmes qui l'ont imposée dans certaines maternités, de la même façon. Mais certains par exemple voudront vous voir en grand docteur : cela demande donc une bataille !

—QdP : Est-ce que vous envisagez de faire déboucher votre contestation en l'élargissant aux luttes sur les conditions de travail, dans l'usine par exemple, en fournissant des éléments aux ouvrières victimes de prématurité, en vous liant à des sections syndicales ?

—Quand on reprend ce qui s'est passé ici, pour les femmes c'est un pas énorme qui a déjà été fait. Elles voient qu'il n'y a pas de médecins, qu'on peut accoucher normalement sans. Nous ne sommes pas pour restreindre les arrêts de travail, nous essayons d'utiliser notre créneau au maximum. Le film que nous avons fait, a déjà été projeté dans des écoles d'infirmières, de travailleurs sociaux, il le sera ailleurs. Une femme qui travaille dans les postes compte le projeter pour ses collègues. C'est par l'extension de cela que nous comptons avancer encore.

DANS NOTRE COURRIER

PARIS LE 4 JANVIER 1977

ASSASSINAT D'UN PALESTINIEN

Après Mahmoud al-Hamshari, le 8 décembre 1972, Basil Kubaissi, le 5 avril 1973 et Mohammed Boudia le 28 juin 1973, un Palestinien est assassiné à Paris. Mahmoud Saleh est tombé à 19 heures hier soir, sous les balles de deux tueurs que des témoins ont vu s'enfuir en courant. Son crime : être Palestinien et, circonstance aggravante, animer une librairie arabe 2 rue St Victor.

Une fois de plus, la France n'est pas terre d'asile. Mais il ne suffit pas de le constater. Les Français, dont la sécurité est si chère en haut lieu, pensent aussi que doit être assurée celle de leurs hôtes. Et, à défaut de protection, ils s'attendent à ce que la justice et la police françaises fassent leur métier. On répondra que la diligence de l'une comme de l'autre n'a toujours pas résolu les trois affaires précédentes. Raison de plus pour que celle-ci ne reste pas dans la poussière des dossiers gênants. Belle occasion pour la magistrature et les forces dites de l'ordre, pour prouver qu'il n'est pas nécessaire à la victime d'être député «Républicain Indépendant», pour que le meurtrier soit officiellement découvert et arrêté en 4 jours.

N'oublions pas que la Norvège n'a pas hésité à rompre l'immunité diplomatique, pour prendre, presque sur le fait, le commando israélien responsable de l'assassinat du marocain Bouchikhi à Lillehammer, le 21 juillet 1973. Ce petit pays, malgré les pressions sionistes, a jugé et condamné ceux des assassins dont il a pu se saisir, à Oslo en janvier 1974. L'instruction a prouvé que Paris était la filière et la plaque tournante du terrorisme israélien en Europe, et que certains des inculpés —Abraham Gehmer— par exemple— avaient été en service à l'ambassade d'Israël à Paris. Cette fois-ci, il ne serait pas admissible que, sous quelque prétexte que ce soit, on laisse en France s'abattre sur la victime, la chape d'un silence de mort.

Vincent Monteil

COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE

Pronfondément indigné après l'assassinat à Paris du directeur de la librairie arabe M. Mahmoud Saleh, l'Association de solidarité Franco-arabe élève une vigoureuse protestation contre la reprise du terrorisme sioniste en France. Un tel acte dénote une provocation délibérée de ceux qui refusent un juste règlement du problème palestinien.

L'Association de Solidarité Franco-Arabe rappelle que les meurtriers d'autres Palestiniens, notamment ceux qui ont tué Mahmoud Hamchari, n'ont jamais été retrouvés. Elle demande que tout soit mis en œuvre par les autorités françaises pour que les auteurs de cette lâche agression soient activement recherchés et sévèrement châtiés.

Pour sa part, l'Association de Solidarité Franco-Arabe, qui s'incline avec émotion devant ce nouveau martyr, tient à renouveler sa solidarité la plus totale avec les Palestiniens en lutte pour recouvrer leurs droits nationaux dans un état souverain.

Paris, le 4 janvier 1977

LE HAVRE : LA DÉMAGOGIE DES RÉVISIONNISTES

Monsieur,

Il m'est agréable de vous faire connaître que vous recevrez prochainement un mandat sur la Municipalité vous offre à l'occasion de Noël.

Certes, la somme en est encore très modique et nous aimerions pouvoir faire davantage mais la situation financière de notre Ville, comme celle de toutes les villes de France, ne le permet pas, en raison des contraintes sur l'Etat imposé aux budgets des collectivités locales.

Néanmoins, nous tenons ainsi à marquer la sympathie de la Municipalité pour les jeunes Havrais accomplissant leur service national.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

HAVRE

Maryvonne HIRIART
Adjoint au Maire
chargée de la Jeunesse,
Conseiller Général

NB : N'oublier pas de nous faire inscrire sur le mandat du 14 Juillet prochain, si vous êtes encore militaire à cette date.

Le spécimen de cette lettre envoyée aux soldats par la municipalité du Havre (montant du mandat : 30 F), en dit long sur la façon dont les révisionnistes de cette ville préparent les municipales... à peu de frais !

Salutations révolutionnaires

Un camarade du Havre sous les drapeaux

Réunion de lecteurs et amis du Quotidien

PAU

Vendredi 7 janvier 1977
Salle 407 - 4e étage
Complexe de la République - Place de la République à PAU

Ordre du jour :
- Quel journal nous voulons pour la lutte
- Le plan Barre et la construction du Front du Lutte contre la crise
- La situation en Espagne

METZ

Nous tenons une réunion de lecteurs du Quotidien du Peuple le vendredi 7 janvier à 20 h 30 à la Maison Rouge, rue au Coetlosquet à Metz.

Nous vous demandons de mettre un communiqué dans le QdP.

Salutations communistes

THIONVILLE

RÉUNION DE LECTEURS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE LE VENDREDI 7 JANVIER A 20 h 30 FJT THIONVILLE

THÉÂTRE DE LA VILLE

Du 4 au 15 Janvier à 18 h 30

Le groupe chilien Quilapayun

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNE-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :
  - ☐ Front Rouge
  - ☐ Rebelles
  - ☐ Pékin Information
  - ☐ La Chine en construction
- Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- ☐ - 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- ☐ - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- ☐ - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- ☐ - «La Chine de Mao» par Roger Pic
- ☐ - Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- ☐ - L'Antidühring d'Engels
- ☐ - Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- ☐ - Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- ☐ - Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- ☐ - Dansons avec les travailleurs immigrés
- ☐ - Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- ☐ - Les chants de la Résistance Palestinienne
- ☐ - Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

- Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2e Congrès du PCRml»
- Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :
La librairie populaire (rue Dugesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes
«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
«Graffiti», 210, rue J.Jaurès à Brest
Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
«Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :
«La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5e
«Olympic», 10 rue Boyer
«Entrepôt», 7 rue Pressensé
«Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

Abonnement normal ..... 300 F ..... ☐
Abonnement de soutien .. 500 F ..... ☐
Abonnement de soutien ..... F ..... ☐

Mode de versement :
En une fois ☐
En trois fois (échelonné sur trois mois) ☐

NOM (en capitales) .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Ville .....

A propos de

325 000 FRANCS OYONNAX 1977

Par J.P. BOULOGNE

-2-

Oyonnax produit plus du quart des objets en matière plastique fabriqué en France. Dans les petits ateliers dont nous avons parlé hier, mais aussi dans de grandes usines, au nom souvent familier (Gillac, Grosfillex, Manducher, etc...), qui emploient plusieurs centaines d'ouvriers, et qui fabriquent tous les modèles d'objets que l'on peut imaginer, depuis la cuvette ordinaire jusqu'au boitier de batterie, en passant par les sacs, boutons, branches de lunettes, etc...

Injection, polissage, emballage, la matière plastique est partout. En poursuivant la promenade, on rencontre «l'Ecole Nationale de la Matière Plastique» ; un peu plus bas, à deux pas de l'Avenue Jean Jaurès, ce grand bâtiment gris, c'est le «Salon International des Plastiques»... On pourrait continuer indéfiniment l'énumération. Disons, pour résumer clairement les choses, qu'il y a, à Oyonnax, au total 685 entreprises, pour une population active d'environ 10 000 personnes, et que la plupart d'entre elles ont une activité en rapport plus ou moins direct avec la matière plastique.

Industrie du peigne : le «ponçage»

La «vocation» d'Oyonnax pour la matière plastique n'est pas née, contrairement à ce qu'affirme Vailland, du cerveau d'un patron (Morel, dans son roman) qui aurait *«importé la première presse à injecter le plastique»*, et créé, de toutes pièces, cette industrie. Ce développement est le résultat d'un processus plus complexe, et s'inscrit dans une évolution historique qui a des racines lointaines. Situé aux confins de régions forestières (le Jura, la Savoie), Oyonnax a longtemps été un centre de l'artisanat du bois. Isolés par l'hiver, les paysans de la montagne fabriquaient des peignes, boutons et bobines au moyen d'un outillage primitif, et au printemps, les vendaient sur les foires.

Le développement des relations marchandes et du capitalisme a entrainé l'extension de ces fabrications ; à l'artisanat se substitue peu à peu l'industrie, la toute petite industrie. Comme le bois coûte cher, les patrons découvrent de nouveaux procédés. C'est d'abord l'époque du celluloïd (pour les boutons, les jouets, etc.) Mais le celluloïd est une matière hautement inflammable. Les anciennes usines d'Oyonnax portent encore la trace de cet état de fait : les bâtiments sont divisés en ateliers (ici, on parle de «cabines») qui possèdent chacun une porte ouvrant sur l'extérieur, de manière à faciliter l'évacuation en cas d'incendie.

A quelque chose, malheur est bon. Comme les assurances remboursent ce genre de sinistre, les incendies sont parfois le moyen, pour les patrons, de faire une fortune rapide : *«C'est untel qui marie sa fille»*, disent alors les gens en voyant passer les pompiers...

(à suivre)

DERSU UZALA

UN FILM DE AKIRA KUROSAWA

Dersu Uzala, c'est le nom d'un habitant de la taïga sibérienne, dans les premières années de ce siècle. Vivant de la chasse, connaissant parfaitement bien ce milieu naturel sauvage qu'est encore la taïga à cette époque, Dersu devient le guide d'une expédition militaire russe, chargée d'explorer cette région, et se lie d'amitié avec le lieutenant Arseniev, qui dirige l'expédition. L'exploration de la taïga, les rapports entre Arseniev et Dersu, tels sont les thèmes de ce film tourné par le metteur en scène japonais Akira Kurosawa en URSS. Sur le plan technique, Kurosawa et son équipe soviétique ont réalisé un véritable tour de force : réalisé uniquement en décors naturels, le film présente des images étonnantes de la nature sibérienne (soleil de minuit, tempête de neige sur un marais glacé, fonte des neiges, etc.).

De plus, l'auteur du film a cherché à mettre en évidence la supériorité de Dersu sur ses compagnons, grâce à sa connaissance pratique du milieu naturel, son don de l'observation, son respect pour les animaux et les hommes. Mais la fin du film, où l'on voit Dersu, devenant progressivement aveugle, pris en charge par Arseniev, et quittant finalement la ville où il ne parvient pas à s'adapter, laisse percer la philosophie de son auteur, sa nostalgie d'un monde pré-industriel où les hommes «seraient proches de la nature», où les rapports entre les hommes ne seraient pas encore gâchés par «le progrès et la civilisation».

J.P.B.

«L'héroïne du triangle d'or»

En termes journalistiques, le film «L'Héroïne du Triangle d'Or» est un «scoop» (reportage inédit) : c'est en effet la première fois que des journalistes français ont pu pénétrer dans cette région du «Triangle d'Or», située aux confins de la Thaïlande et de la Birmanie, et d'où provient une partie importante de l'héroïne consommée dans le monde. Cette région est un des «points chauds» du globe, où s'affrontent le pouvoir central birman, les nationalistes shans, le Parti Communiste de Birmanie et les débris de l'armée du Kouomintang. Ces derniers, maintenus en place par l'impérialisme américain pour s'opposer à la lutte de libération nationale dans cette région du monde, ont organisé à leur profit, et sur une vaste échelle, le commerce de l'héroïne, traditionnellement cultivée par les paysans de la région. C'est à ce trafic de drogue que se sont intéressées Catherine et Marianne Lamour, les auteurs de ce reportage. Elles montrent surtout à qui profite le trafic de l'opium, et comment ce trafic est devenu partie intégrante de la vie économique de la région.

Mais le film laisse le spectateur sur sa faim. En choisissant de s'intéresser en priorité à l'armée du KMT et aux nationalistes shans, il laisse de côté l'aspect principal de la lutte de libération nationale : la lutte armée menée par le PCB, dont les auteurs disent elles-mêmes, qu'il s'agit «de la force montante de la région». Malgré cette limite importante, le film constitue une dénonciation très claire du rôle de l'impérialisme américain, et une analyse intéressante du mécanisme de la culture de l'opium, de son importance dans la politique menée contre les peuples, par la superpuissance américaine.

J.P. B.

Programme télé

JEUDI 6 JANVIER

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - La lune papa. *Feuilleton.*
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte.
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La famille cigale. *feuilleton de Gérard Sire.*
21 h 20 - Raymond Barre face aux patrons. *1977 : où allons nous ?*
22 h 20 - Pablo Casals
22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 00 - Fenêtre sur...
18 h 35 - Palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 40 - Les partis politiques. *La majorité.*
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Cris et chuchtements. *Film d'Ingmar Bergman (1973)*
22 h 30 - Des parts de lumière.
22 h 45 - Journal et fin

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La sirène du Mississipi. *Film de François Truffaut (1969)*
22 h 35 - Un journal, un événement.

le quotidien du peuple

SUR LES DIX GRANDS RAPPORTS -6-

Nous poursuivons ici, la publication du texte inédit de Mao Tse-toung, rédigé en 1956, sur les dix grands rapports. *Dans son discours de clôture de la conférence sur «le mouvement pour que l'agriculture prenne exemple sur Tatchaï», Hua Kouo-feng, président du Parti Communiste Chinois souligne que ce texte a été étudié en détail par les participants de la conférence et sera étudié dans toute la Chine. Ce texte avance* «les concepts fondamentaux de la ligne générale pour l'édification du socialisme suivant le principe quantité, rapidité, qualité et économie» *indique Hua Kouo-feng.*

25 avril 1956
MAO TSÉ-TOUNG

X - LE RAPPORT ENTRE LA CHINE ET LES AUTRES PAYS

Nous avons lancé le mot d'ordre invitant à apprendre des autres pays, et je pense qu'il est juste de le faire. Les dirigeants de certains pays ne veulent pas, n'osent même pas formuler un tel mot d'ordre. Il faudrait un peu de courage et abandonner ses grands airs.

Il faut reconnaître que chaque nation à ses points forts sinon comment pourrait-elle exister et se développer ? D'autre part, chaque nation a ses points faibles. D'aucuns s'imaginent que le socialisme est le comble de la perfection et ne présente aucun défaut. Allons donc ! Il faut admettre que toute chose a ses points forts et ses points faibles. Les secrétaires de cellule de notre Parti, les chefs de compagnie et de section savent tous rédiger dans leur carnet le bilan de l'expérience du jour sous deux aspects... l'un positif, l'autre négatif. S'ils savent tous qu'ils y a deux aspects, pourquoi ne parlons-nous que d'un seul ? Les deux aspects existeront même dans dix mille ans, dans le futur comme dans le présent, toute chose comportera invariablement ses deux aspects, et il en est de même pour chaque individu. Bref, il y a toujours deux aspects et non pas un seul. Dire qu'il n'y a qu'un seul aspect signifie qu'on n'a conscience que de la partie et pas de l'ensemble.

Notre politique consiste à apprendre les points forts de tous les pays et nations, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, scientifique, technique, littéraire et artistique. Mais il faut apprendre de manière analytique et critique, et non pas apprendre aveuglément ni tout copier pour l'appliquer mécaniquement. Il va sans dire que leurs faiblesses et leurs insuffisances ne sont pas à imiter.

C'est également une telle attitude que nous devons adopter à l'égard de l'expérience de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes. Or, faute d'idée claire sur ce problème, certains d'entre nous allaient jusqu'à imiter leurs points faibles. Lorsqu'ils les eurent imités et se jugèrent formidables. Ceux dont ils les tenaient les avaient déjà rejetés, et finalement ils durent faire un saut périlleux pour revenir à leur position, à la manière de Souen Wou-kong, le roi des singes. Par exemple, certains disaient que nous avions commis une erreur de principe en instaurant le ministère de la culture et le bureau du cinéma, pour la bonne raison que l'Union Soviétique avait un ministère du cinéma et un bureau de la culture. Ils ne s'attendaient pas à ce que, peu de temps après, l'Union Soviétique créerait, comme nous, un ministère de la culture. Il y a des gens qui n'analysent jamais rien et qui tournent à tous «vents». Si un jour le vent souffle du nord, ils sont partisans du vent du nord ; si le lendemain souffle le vent de l'ouest, ils sont partisans du vent de l'ouest. Si plus tard le vent souffle à nouveau du nord, ils redeviennent partisans du vent du nord. Comme ils n'ont pas d'opinion à eux, ils passent souvent d'un extrême à l'autre.

Ceux qui, en Union Soviétique, avaient porté Staline aux nues, se sont mis tout d'un coup à le jeter plus bas que terre. Chez nous, il y en a qui leur ont emboîté le pas. Le Comité Central de notre Parti soutient que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois, Staline n'en est pas moins un grand marxiste. C'est en nous basant sur cette appréciation que nous avons écrit l'article intitulé «sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat». Une telle appréciation est assez juste.

Staline a commis un certain nombre d'erreurs à propos de la Chine. Il fut à l'origine de l'aventurisme de droite, de Wang Ming, vers la fin de la deuxième guerre civile révolutionnaire, et de son opportunisme «de gauche», au début de la guerre de résistance contre le Japon. Pendant la période de la guerre de libération, d'abord, il ne nous autorisa pas à faire la révolution, affirmant qu'une guerre civile risquerait de ruiner la nation chinoise. Puis, lorque la guerre eut éclaté, il se montra sceptique à notre endroit. Quand nous eûmes gagné la guerre, il soupçonna que c'était là une victoire du genre de celle de Tito et, en 1949 et 1950, il exerça sur nous une très forte pression. Mais nous n'en estimons pas moins que les mérites et les erreurs de Staline sont dans le rapport de sept à trois. C'est là une attitude impartiale.

Dans les domaines des sciences sociales et du marxisme-léninisme, nous continueront à étudier avec application les thèses justes qu'à formulées Staline. Ce que nous nous proposons d'apprendre, c'est ce qui fait partie de la vérité universelle. Et en outre, nous devons absolument lier notre étude à la réalité chinoise. Si l'on appliquait mécaniquement tout propos, fut-il ceux de Marx, ce serait catastrophique !

Notre théorie, c'est l'union de la vérité universelle du marxisme-lénisnisme et de la pratique concrète de la révolution chinoise. Au sein de notre Parti, certains ont, à un moment donné, pratique le dogmatisme, et nous l'avons alors soumis à la critique. Néanmoins, il persiste toujours. Qu'il s'agisse des milieux académiques ou économiques, il y subsiste encore des manifestations du dogmatisme.

Pour ce qui est des sciences naturelles, nous sommes assez en retard, et nous devons, tout particulièrement, nous efforcer d'apprendre des autres pays. Cependant, il faut aussi apprendre dans un esprit critique et non pas aveuglément.

Quant à la technique, je crois que ce qui vaut mieux pour nous, c'est d'abord, dans la plupart des cas, de l'adopter telle quelle, étant donné notre dénuement et notre manque de connaissances en la matière. Mais, pour ce que nous connaissons déjà, il n'est plus nécessaire d'agir ainsi.

Nous devons rejeter et critiquer résolument le système et l'idéologie pourris de la bourgeoisie des pays étrangers. Cependant, cela ne nous empêche pas d'apprendre les sciences et les techniques avancées des pays capitalistes ainsi que ce qu'il y a de scientifique dans la gestion des entreprises. Dans les pays industriellement développés, les entreprises ont un rendement élevé avec un personnel réduit et elles excellent dans les affaires. Tout cela, nous devons l'apprendre consciencieusement, à la lumière de nos principes, afin d'améliorer notre travail. Maintenant, ceux qui ont appris l'anglais ne l'étudient plus, nos thèses scientifiques ne sont plus traduites en anglais, français, allemand ou japonais pour être échangées avec d'autres pays. C'est là également une idée préconcue. Rejeter en bloc et sans analyse aucune les sciences, la technique et la culture des autres pays, de même que... comme j'ai dit plus haut... introduire sans analyse aucune tout ce qui est de l'étranger, n'est pas une attitude marxiste ; cela est nuisible à notre cause.

A Pékin en 1968 : manifestations de soutien aux travailleurs et aux étudiants français

Je pense que la Chine a deux points faibles qui sont en même temps deux points forts :

Premièrement, notre pays a été une colonie, une semi-colonie, et non un pays impérialiste, il a toujours été victime de l'oppression étrangère. Il a une industrie et une agriculture peu développées, un niveau scientifique et technique peu élevé. A part l'immensité de notre territoire et la richesse de ses ressources, l'importance de la population, une longue histoire, «le rêve du pavillon rouge» en littérature, etc., nous sommes, par bien des aspects inférieurs aux autres pays et n'avons pas lieu d'être présomptueux. Cependant, pour avoir été pendant si longtemps des esclaves, certains d'entre nous sont pénétrés du sentiment que notre pays est inférieur aux autres en toute chose. Le front baissé devant les étrangers, ils ressemblent à Kia Kouei dans «le temple Famen», qui, lorqu'on le pria de prendre un siège, répondit qu'il avait l'habitude d'être debout et qu'il n'avait pas envie de s'asseoir. Il nous faut donc relever les énergies et accroître la confiance en soi de la nation. Nous devons faire rayonner l'esprit de «mépris pour l'impérialisme américain» que nous avions préconisé au cours du mouvement de résistance à l'agression américaine et d'aide à la Corée.

Deuxièmement, notre révolution est tardive. Bien que la révolution de 1911 ait renverse l'empereur avant qu'en Russie ont en ait fait autant, il n'y avait pas encore de Parti Commununiste à l'époque et cette révolution se solda par un échec. La révolution populaire n'a triomphé qu'en 1949, plus de trente ans après la révolution d'octobre. Sur ce point non plus, nous n'avons pas à être particulièrement fier de nous. L'Union Soviétique diffère de notre pays : 1) La Russie tsariste était un pays impérialiste ; 2) Elle connut par la suite la révolution d'octobre. C'est pourquoi beaucoup de soviétiques se montrent présomptueux, tout gonflés d'orgueil.

Nos deux points faibles sont aussi des points forts. J'ai dit que nous étions «pauvres» et «denués de tout». «Pauvres» parce que nous n'avons pas beaucoup d'industries et que notre agriculture n'est pas bien développée non plus. «Dénués de tout», telle une feuille de papier vierge, parce que notre niveau culturel et scientifique n'est pas élevé. Cependant, à considérer les perspectives de développement, cela n'est pas mauvais. Car les pauvres aspirent à faire la révolution, tandis qu'il est difficile aux riches d'en faire autant. Les pays qui ont un niveau scientifique et technique élevé sont très orgueilleux. Nous sommes comme une feuille blanche, c'est justement ce qu'il faut pour écrire dessus.

Par conséquent, ces deux points sont, l'un comme l'autre, avantageux pour nous. Même dans l'avenir, lorsque notre pays sera devenu prospère et puissant, nous devrons toujours maintenir notre position révolutionnaire, rester modestes et prudents, apprendre auprès des autres et nous garder de nous gonfler d'orgeuil. Nous devrons apprendre des autres non seulement pendant la période du premier plan quinquennal, mais aussi après plusieurs dizaines de quinquennats. Nous devrons le faire encore dans dix mille ans. Quel mal y a t-il à cela ?

Je viens de traiter de dix problèmes. Ces dix rapports sont autant de contradictions. Le monde n'est que contradictions. Sans contradictions pas de monde. Notre tâche consiste à résoudre correctement ces contradictions. Pourrons-nous, au cours de la pratique, leur apporter une solution entièrement satisfaisante ? Nous devons, à cet égard, nous préparer à deux éventualités. Et puis, en résolvant ces contradictions, nous aurons forcément à faire face à de nouvelles contradictions, à de nouveaux problèmes. La voie est tortueuse, l'avenir est radieux. Nous nous efforcerons de mobiliser tous les facteurs positifs —directs ou indirects— au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant Etat socialiste.

FIN